

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N 519, 1,50 F
JEUDI 23 DECEMBRE 1971



Assez de mensonges sur les immigrés!

Lycée de Rueil

Grève et répression

La presse écrite et parlée a donné une image très déformée des mouvements du lycée de Rueil. On ne cherche pas ici à raconter les faits dans leur détail, mais à en dégager le sens et les leçons.

1. Il faut savoir d'abord que les élèves de ce lycée sont peu organisés : la minorité politisée se répartit entre un Cercle rouge plutôt maigre, une UNCAL plus nombreuse mais sans nerf, et surtout des élèves qui se disent anars mais n'appartiennent à aucun mouvement anarchiste. La grève contre la circulaire Guichard est lancée le vendredi 3 décembre sans grande conviction, et surtout sans préparation. Dès le lundi 6, les grévistes décident de reprendre le travail.

2. Le mouvement est relancé par deux mesures répressives de l'administration : le lundi 6, un des « meneurs », membre actif du Cercle rouge, est remis à sa famille ; et surtout le jeudi 9, la Commission permanente décide de faire passer en conseil de discipline cet élève et deux autres, membres eux aussi du Cercle rouge. Une grève avec piquets est décidée pour le vendredi 10.

3. Cette grève dure est faite par un nombre non négligeable d'élèves, mais ils ne reçoivent pas de la part des autres l'appui massif qui leur aurait été nécessaire. A la fin de la matinée, après des incidents confus (dont le fameux coquard de l'Intendant, dont la presse a tant parlé !), ils restent quelques dizaines, garçons et filles, certains très jeunes, qui occupent, assis et sans violence, une salle de foyer. A l'heure du repas, le proviseur fait demander l'intervention de la police : les brigades spéciales dégagent brutalement les lieux (une dizaine de blessés), pourchassent et matraquent les lycéens dans les rues voisines.

4. A partir de ce moment et jusqu'au samedi soir, le centre de Rueil est quadrillé par les CRS, qui se livrent à une véritable chasse aux jeunes : arrestations, vérifications d'identité, brimades de toute sorte ; certains sont illégalement photographiés au

commissariat, menottes aux mains.

5. Dans les jours qui précèdent les vacances, après les conseils de discipline qui ont prononcé trois exclusions, la situation est très confuse dans le lycée ; les mouvements sporadiques et incoordonnés qui s'y produisent encore relèvent autant de la psychologie que de la politique (les élèves ont été désorientés par ces événements rapides et violents).

Il serait intéressant — mais malheureusement trop long — d'analyser les contre-coups de ces faits dans la ville (au niveau de l'opinion et des réactions des groupes politiques et des syndicats — l'Union locale C.F.D.T. a été notamment très active). Pour s'en tenir aux questions spécifiques lycéennes, on peut noter :

1) Qu'il s'est produit, dans ces circonstances graves, une mobilisation qui a uni fermement une centaine d'élèves capables de se discipliner et d'agir de façon vigoureuse ; ce qui a fait défaut, c'est une généralisation du mouvement.

2) Sur un plan plus général l'importance de plus en plus grande que prend le secteur lycéen dans le combat politique : à preuve, la circulaire Guichard et la brutalité de la réaction de l'Etat à Rueil.

3) Car précisément, c'est bien la question de l'Etat qui est posée par les luttes lycéennes : celles-ci l'attaquent directement en tant que l'Education Nationale a pour fonction de maintenir de force la hiérarchie dont a besoin le système capitaliste, et d'inculquer aux jeunes l'idéologie de la bourgeoisie. C'est toujours l'ordre bourgeois que la police tente d'imposer au lycée, puis dans la rue.

4) Il importe donc que les lycéens, qui occupent un secteur de plus en plus exposé, sachent analyser l'expérience de leurs luttes et se donner les structures qui leur permettent d'affronter l'ennemi que rencontrent en même temps les travailleurs : la bourgeoisie et son Etat.

Jean FARIGOLES
Section P.S.U. de Rueil.

C.E.M.E.A. : il est temps...

Comme « T.S. » l'avait laissé prévoir, notre camarade Boris Fraenkel a été licencié des C.E.M.E.A. Au-delà des conditions dans lesquelles ce licenciement s'est passé, qu'un patron de combat n'oserait envisager, c'est le problème de la politique pédagogique suivie par le plus grand mouvement français d'Education nouvelle qui est en cause. Car le processus de bureaucratisation va jusqu'à accepter de siéger dans une commission des sages, nommée par le ministre de l'Education nationale, pour étudier doctement les problèmes du secondaire. Il est temps, comme Boris Fraenkel l'avait écrit dans nos colonnes, que les instructeurs politiquement conscients et les militants qui ont adhéré à un mouvement d'Education nouvelle, se réveillent avant que ce processus ne soit devenu définitivement irréversible.

Aversion pour le résistant

Le Parti Socialiste Unifié tient à porter à la connaissance de l'opinion publique la réponse que son Secrétaire national a reçue à sa demande d'explication sur l'interdiction de séjour à l'encontre du communiste brésilien Apolonio de Carvalho, lieutenant-colonel de l'armée française, médaillé de la Résistance, titulaire de la Croix de Guerre et de la Légion d'honneur, libérateur de Carmaux et d'Albi.

Essayant de justifier une décision injustifiable, le ministre de l'Intérieur a répondu que cet officier français, qu'il qualifie « d'étranger », a prôné le recours à la violence et a été, pour ce motif, expulsé de Suisse. Le recours à la violence paraît en réalité, face à la violence institutionnalisée au Brésil, où les fascistes au pouvoir pratiquent systématiquement la torture, la seule solution qui s'offre aux défenseurs de la démocratie. Notre camarade Apolonio de Carvalho a prouvé dans notre pays qu'il était prêt à défendre la liberté par tous les moyens et a été décoré pour son action ; comme il y a 30 ans contre les fascismes allemands et français, A. de Carvalho lutte contre un fascisme brésilien soutenu par le capitalisme international et compris par la Suisse qui porte ainsi un rude coup à sa pseudo-neutralité. Le gouvernement français, comme le gouvernement suisse, défend ses intérêts économiques au Brésil, étant ainsi logique avec lui-même. Ce que le P.S.U. dénonce, c'est le fait que Jacques Chaban-Delmas, qui se réclame de la Résistance, refuse de répondre à la question de Michel Rocard, et charge de cette réponse Raymond Marcellin qui, sous Vichy, était lié à l'Institut d'Etudes Corporatives et Sociales et a dirigé le Bureau d'orientation et de formation professionnelle.

Comme ce fut le cas pour Maurice Schumann sur le même sujet, le Premier ministre se décharge ainsi sur son ministre de l'Intérieur du soin d'interdire le séjour en France d'un héros de la Résistance Française. Le P.S.U. dénonce l'utilisation frauduleuse de l'idéal de la Résistance par le gouvernement Chaban-Delmas et renouvelle son appel à tous les démocrates français pour imposer, face aux actes subversifs de Marcellin, l'autorisation de séjour en France pour A. de Carvalho.

Lyon : traite des femmes

A l'aide de belles promesses (travail intéressant, conditions de vie idéales), elles sont recrutées à La Réunion par un certain Gonthier, prêtre de son état.

Le BUMIDON (bureau pour le développement de la migration pour les départements d'Outre-Mer) est un organisme d'Etat qui organise l'immigration et finance le voyage (aller simple...).

Arrivées à Lyon, elles sont prises en main :

— Elles gagnent 800 francs par mois comme femmes de service dans les hôpitaux lyonnais, sans espoir de promotion ;

— Elles sont logées dans des « foyers » contrôlés par le même Gonthier. Elles paient de 400 à 500 francs par mois pour le loyer : chambres à lits superposés, un repas le soir, bouclées à 19 h 30, courrier censuré...

Parce que ces jeunes Réunionnaises refusent une augmentation de loyer, la directrice du foyer, après avoir frappé l'une d'entre elles, veut les expulser : elle entend conserver le contrôle de son foyer car de nouvelles pensionnaires vont débarquer.

Le mardi 14 décembre, les filles décident d'occuper le foyer avec la participation de l'U.G.T.R.F. (Union générale de Travailleurs Réunionnais en France) et le soutien des habitants et travailleurs du quartier.

Le soir même à 23 h 30, sans pouvoir présenter aucune justification légale, la police pénètre dans la maison, expulse les occupants pour les garder une heure au poste. Mais l'occupation du foyer a continué.

Le lendemain, à 21 h 30, devant l'hôpital Edouard-Herriot où travaillent quelques-unes des Réunionnaises, des policiers en civil appréhendent un diffuseur de tracts d'explication et d'appel à la solidarité.

Jeudi matin, vers 6 heures, la police revient en force et embarque les occupants tandis qu'un détachement monte la garde et interpelle les passants !...

Le pouvoir a tout essayé pour camoufler les faits. Malgré toutes ces pressions policières, ces jeunes travailleuses sont restées déterminées à poursuivre l'action en liaison avec l'U.G.T.R.F. et les travailleurs du quartier jusqu'à l'obtention de conditions de vie décentes.

Aujourd'hui elles viennent de remporter une première victoire :

— Elles sont relogées ;
— Elles ont démasqué concrètement le rôle du BUMIDON et de la Préfecture couvrant ce trafic ;
— Cette lutte a d'autre part permis à l'U.G.T.R.F. de s'affirmer comme organisation représentative.

Mais ce fait n'est pas isolé. Il est nécessaire de rappeler l'affaire Brandt où des travailleurs réunionnais ont tenté de saboter leurs machines parce qu'ils ne trouvaient aucune autre solution pour s'exprimer.

De même le livre noir sur Simca-Chrysler édité par l'U.G.T.R.F. est révélateur des conditions d'exploitation des travailleurs réunionnais.

Après Leborgne

Pendant plusieurs jours, Boris de Gamaleya a fait la grève de la faim dans sa classe du C.E.S. Gambetta à Noisy-le-Sec. Car depuis dix ans il est interdit de séjour dans son pays, La Réunion. En effet, ses idées ne plaisent pas à M. Debré et ses amis colonialistes. Il est prêt à reprendre sa grève avec d'autres enseignants s'il n'obtient pas satisfaction. Un comité de soutien s'est formé (Maillet, 74, avenue de la République, 93-Bondy). Il se bat pour l'abrogation de l'ordonnance du 15 octobre 1960 qui interdit à certains enseignants le droit d'exercer leur métier dans leur pays.

Pédagogie

Rentabiliser l'individu et le soumettre à l'idéologie de la bourgeoisie, tels sont les buts de l'école actuelle. Pour faire respecter ces principes, il existe une catégorie de flics spécialisés dans la pédagogie : les inspecteurs. Mais un nombre croissant d'enseignants refusent d'être les complices d'un tel système et n'acceptent pas la visite de l'inspecteur dans leur classe. Face à cette menace qui pèse sur l'ordre établi, le pouvoir sévit. Ainsi Jocelyne Bensimon, professeur d'histoire-géographie au C.E.S. M.-Cachin du Blanc-Mesnil est suspendue depuis un mois. Un comité de soutien s'est créé (C.E.S. 4, rue M.-Cachin, 93-Blanc-Mesnil) qui a exigé la réintégration sans condition de J. Bensimon.

Indésirable

L'amitié franco-haïtienne se porte bien. Pompidou a accordé une entrevue à l'ambassadeur d'Haïti à Paris et les ministres de l'Intérieur de ces deux pays se sont rencontrés récemment. L'atmosphère a été très cordiale et les conséquences concrètes s'en font rapidement sentir : sur le plan économique, concession au Club Méditerranée d'une importante partie du littoral qui équivaut à une vente pure et simple.

Sur le plan policier, aide de la France pour la formation de la police haïtienne et expulsion de France des « indésirables ». Le premier exemple est le « refus de séjour » dont est l'objet Emmanuel Castera à Strasbourg. Alors qu'il n'a reçu aucune explication, ce démocrate haïtien qui vit légalement en France depuis 1965 devra quitter le territoire français le 26 décembre.

Tous les militants de Strasbourg se mobilisent contre l'aggravation de cette forme de répression et exigent l'annulation du décret frappant Castera.

Au sommaire

ALORS que le cirque monétaire tient la une de la presse (cf. l'analyse de J.-P. Dumont, page 16), des luttes ouvrières importantes se déroulent. Parmi les abondantes informations reçues de ses correspondants, T.S. a choisi trois luttes particulièrement exemplaires (page 4).

D'autre part, J.-C. Vaillant, dans un article de portée plus générale, analyse où en est la politique contractuelle du gouvernement (page 4).



LE développement du racisme en France prend des proportions inquiétantes. « T.S. » a établi un dossier sur la question (pages 8-9).



LES militants entreprise du P.S.U. ont tenu une conférence nationale les 18 et 19 décembre à Lyon. T.S. publie les principales décisions qui ont été prises (pages 6 et 7).



INTERDICTION d'accoucher. Par ce titre provoquant, T.S., il y a 15 jours, a dénoncé le scandale de la condition faite aux jeunes mères célibataires. Aujourd'hui, leur lutte s'étend (page 11).



A nos lecteurs

A la fois pour des raisons financières et techniques, Tribune ne paraîtra pas la semaine prochaine. Notre numéro 520 sera donc daté du 6 janvier 1972. Cependant sans attendre, le comité de rédaction souhaite à ses lecteurs une bonne année (de lutte) pour 1972.

Partir des expériences concrètes

Basil Volokhine

Plus de 230 délégués représentant 150 groupes d'entreprises ont participé à la 3^e Conférence nationale entreprise qui a travaillé dans d'excellentes conditions. Cet effectif constitue un important succès.

Pour le parti, il montre un élargissement de notre implantation dans les entreprises et un approfondissement du débat politique dans le parti. Il est vrai que la qualité de l'organisation due à la Fédération leur a permis de travailler dans d'excellentes conditions.

Les discussions se sont traduites non par des textes d'état-major mais par la volonté des travailleurs de définir eux-mêmes la tactique et la stratégie à adopter sur le terrain.

La conférence entreprise du P.C.F. avait mis à la disposition des travailleurs des textes déjà prêts, il fallait faire vendre le « programme de gouvernement » du Parti ; pour nous, elle était le premier lieu d'élaboration démocratique du projet socialiste. La différence est de taille.

A Lyon, les camarades ont commencé par raconter ce qui se passait dans leur secteur et dans leur région ; ils en ont retiré un bilan permettant d'analyser les problèmes qui leur sont posés et d'en tirer des conclusions quant à leur orientation et à leur pratique.

De toutes les expériences rapportées, il ressort que le problème essentiel est actuellement celui de l'emploi. Il ne se pose pas de la même façon selon les régions : dans les plus industrialisées, la concentration des entreprises entraîne des licenciements dus à la « rationalisation » de la gestion, la déqualification des travailleurs et l'augmentation des cadences.

Dans d'autres zones, où il n'y a pas d'industrie, les travailleurs sont obligés soit de s'expatrier, soit d'accepter des emplois de service. On arrive comme ça à des régions sous-développées ou colonisées qui n'ont pas d'autres débouchés que ceux d'une industrie de loisirs offrant uniquement des emplois saisonniers et sous-qualifiés (Languedoc-Roussillon, Sologne, Savoie, par exemple).

L'évolution actuelle du capitalisme montre une emprise de plus en plus grande des banques d'affaires : ce sont elles qui, dans certains cas, imposent directement au patronat les mesures à prendre. De plus en plus, les entreprises se servent des travailleurs intérimaires et des travailleurs immigrés pour réorganiser plus facilement leurs structures et opposer entre elles les différentes catégories de travailleurs. On constate aussi une accentuation de la politique

répressive du patronat contre les militants syndicalistes dynamiques et les militants révolutionnaires.

La liaison ouvriers-paysans a été étudiée à partir de l'expérience d'Évian et de celle de la laiterie d'Entremont en Bretagne, expériences importantes au cours desquelles les travailleurs ont pu découvrir l'unité de leurs intérêts face à la classe dominante. Un rapport sur les luttes et les formes d'organisation propres aux jeunes travailleurs a également été établi.

Par ces différents rapports, la conférence nationale entreprise a établi la relation entre le projet adopté par la D.P.N. du mois de novembre, et les luttes des camarades engagés dans la production.

Les délégués ont constaté que l'accord C.G.T.-C.F.D.T. n'apporte pas de réponse en termes de lutte à l'ensemble des problèmes qui leur sont posés. Cet accord, pour l'instant, n'a aucun retentissement parmi les travailleurs, il n'a permis de lancer aucune action offensive ; bien au contraire, il a quelquefois, comme en Lorraine, donné à la C.G.T. l'occasion de bloquer la C.F.D.T. dans sa volonté de se battre, démobilisant les travailleurs et les laissant sans perspectives. Ailleurs, comme à Lacq (Aquitaine) ce sont les sections syndicales qui abritent les travailleurs et l'ensemble de la population sur les problèmes de l'emploi dus à l'épuisement du gisement de gaz naturel. Cela prouve que ce n'est pas par des accords de sommet que l'unité se fait face au patronat, mais sur le tas et lorsque des problèmes précis se posent.

La conférence nationale entreprise a embrayé sur le projet adopté par la D.P.N. au mois de novembre. « La révolution qu'est-ce que c'est ? » en lançant le débat sur l'emploi au travers d'un dossier destiné aux militants et surtout d'un livre noir, premier élément d'une discussion portée devant l'ensemble des travailleurs.

Enfin la Conférence nationale entreprise a précisé les structures du secteur favorisant le travail d'implantation du parti dans les entreprises, la coordination des luttes par secteur et par région et de proposer une orientation révolutionnaire à l'ensemble des travailleurs.

La Conférence nationale entreprise a montré que face à des problèmes réels, les militants du P.S.U. savent rechercher des solutions communes au travers de débats sérieux et de textes au besoin divergents ; c'est un bulletin de bonne santé du parti. □

luttons ouvrières

Face à la politique contractuelle

La capitulation ou la lutte

L'accord salarial de l'E.D.F. a été signé par toutes les organisations syndicales à l'exception de la C.F.D.T.

La discussion entre le gouvernement et les organisations syndicales de la Fonction publique s'est terminée par l'accord Malaud : seules la C.G.C. et la C.G.T. refuseront de signer cet accord qui concerne plus de deux millions de salariés de l'Etat. Quelle sera la situation à la S.N.C.F. ?

Sur les deux premiers fronts, les objectifs et la tactique du pouvoir ont été identiques : il s'agit de persévérer dans l'application patiente d'une politique contractuelle. En 1969, à l'occasion de la présentation du contrat de progrès aux salariés de l'E.D.F., la couleur était affichée clairement : par l'institution de clauses anti-grèves, il s'agissait ouvertement de programmer les revendications afin de les intégrer. Sur ce point le pouvoir a modifié son comportement, sans rien céder sur le fond : en imposant des procédures de concertation périodique où les discussions se règlent à froid, il essaie de concéder le moins possible, qui lui évite d'avoir à affronter des mouvements généralisés.

La mise en œuvre de cette politique contractuelle dans le secteur public répond aujourd'hui à une série d'exigences immédiates : en octroyant des hausses de salaires hiérarchisées scandaleusement basses (une augmentation de 5,5% pour la Fonction publique en 1972, inférieur de 2 points à celle intervenue en 1971) il s'agit de peser, pour l'Etat, sur le niveau des salaires de l'ensemble des travailleurs. C'est un conseil de fermeté transmis par le gouvernement au patron.

En s'assurant la paix sociale dans ce secteur, il s'agit d'accentuer les disparités entre secteur public et secteur privé où les problèmes de l'emploi risquent de susciter une riposte. Il s'agit ainsi d'isoler les travailleurs les uns des au-

tres en jouant sur les différences objectives de situation.

Le développement de luttes et l'apparition de noyaux combattifs avaient révélé, au cours du printemps 1971, la possibilité d'action en rupture avec l'engluement administratif de la plupart des organisations syndicales : c'est cette tentative que le pouvoir veut briser.

Si la crise se cristallise aujourd'hui autour de la signature des accords Malaud et qu'il importe de condamner tous ceux qui ont signé cet accord, le débat principal concerne la tactique de lutte, ses objectifs et ses formes d'action.

Le printemps 1971 avait effectivement démontré une combativité nouvelle de nombreux travailleurs de la Fonction publique, des actions centrales réussies et de nombreuses actions menées à la base sur les conditions de travail et d'emploi montrant qu'un type de mouvement fréquent aux P.T.T. et dans la Santé tendait à se propager dans d'autres couches. Ces actions menées dans les services n'avaient pas de cadre unificateur et approfondissaient les différences entre la plate-forme revendicative globale exigeant principalement « la reprise des négociations » et les aspirations de la partie la plus combative des travailleurs.

C'est dans ces conditions que les actions du printemps ne firent pas fléchir le gouvernement. Décidément celui-ci ne jouait pas le jeu puisqu'il se refusa à octroyer en juin le moindre centime supplémentaire après les défilés qui constituaient pourtant la preuve « de la force et du sérieux » des représentants des travailleurs de la Fonction publique. Il ne jouait pas le jeu parce qu'il entendait imposer sa politique contractuelle qui devrait marquer un pas de plus dans l'intégration des organisations syndicales de ce secteur.

En septembre, des déclarations platoniques exigèrent une fois de plus la reprise des négociations mais aucune action

d'ensemble ne fut préparée. L'échec des initiatives de juin était pris comme tel.

C'est pourquoi la signature des accords Malaud est le produit de l'échec d'une tactique de lutte face à la politique contractuelle. Echec qui pose le problème des luttes dans l'ensemble du secteur public compte tenu de la situation de la S.N.C.F. et de l'E.D.F.

Dans le cas précis de la Fonction publique, deux voies étaient possibles à la rentrée : celle de l'épreuve de force ou celle de la capitulation.

En ayant acculé les organisations syndicales à l'impuissance ou à la capitulation, le pouvoir a puissamment contribué à approfondir le débat autour de la tactique de lutte à mettre en œuvre. Ainsi la signature de l'accord Malaud par la fédération des fonctionnaires C.F.-D.T. contre l'opinion des syndicats des P.T.T., de la Santé, des Finances, des Douanes et du bureau confédéral devrait engendrer dans cette confédération un débat important sur la politique contractuelle et les moyens d'y faire face. La démission du président et du secrétaire général de la fédération montre l'ampleur de la crise.

Dans une large mesure, cette discussion est centrée sur l'insuffisance de l'accord Malaud. Une discussion de ce type s'épuise très vite : elle ne pose pas les raisons pour lesquelles le pouvoir a voulu signer un traité de paix sociale tout à son avantage, elle ne traite pas de la préservation de la hiérarchie et de la division catégorielle qui impliquent nécessairement de tels accords : elle n'est pas centrée sur les problèmes que pose l'affrontement avec l'Etat.

A l'initiative de syndicats, de sections syndicales et de militants radicalisés, un débat différent s'engage sur le fond de la politique contractuelle et de la riposte des travailleurs. S'il est important que de nombreux syndicats C.F.D.T. protestent contre le caractère bureaucratique d'une décision d'accord arrachée par l'équipe dirigeante de la fédération des Fonctionnaires, il est encore plus décisif que le débat porte sur l'intérêt pour les travailleurs de discussions menées à froid.

La poursuite d'un tel débat et le refus conscient de la politique contractuelle par des couches importantes de la Fonction publique peut faire voler en éclats la situation confortable dans laquelle les organisations des travailleurs de ce secteur s'enlisaient.

Mais le fait marquant de la période en ce secteur est constitué par l'animation de luttes en rupture avec celles menées traditionnellement. L'intégration au secteur public de services remplissant des tâches techniques est un facteur non négligeable de cette évolution : l'image classique de l'agent de la Fonction publique employé de bureau, individualiste et enclavé dans un réseau hiérarchique ne correspond pas à la réalité des secteurs les plus combattifs.

Les actions menées aux P.T.T. et dans la Santé portent de plus en plus fréquemment sur les conditions de travail et il n'est pas question d'en dresser un bilan complet. Il faut toutefois constater qu'à la rentrée, alors qu'aucune lutte d'ensemble n'était préparée, une importante minorité de postiers poursuivait une action sur la question du congé du samedi.

Même dans les services administratifs plus classiques, une volonté d'action collective sur les conditions de travail se fait jour comme en témoigne la récente manifestation de dactylos dans la cour du ministère des Finances.

L'unification de ces mouvements n'est pas aisée : leur simple collection ne suffirait pas à les centraliser. La politisation de ces mouvements, c'est-à-dire principalement la compréhension du rôle de l'Etat patron, est une tâche indissociable de l'animation des luttes menées à la base. C'est une condition nécessaire à l'unification de ces mouvements.

Vouloir associer, de façon combative, luttes sur les conditions de travail qui remettent en cause l'organisation hiérarchique du travail, et objectifs salariaux passe par la revendication d'augmentations égales pour tous.

La ligne de démarcation entre les tenants d'augmentations hiérarchisées préservant la division du travail et les tenants d'augmentations égales pour tous est une ligne de démarcation fondamentale. Le bilan de nombreuses assemblées du personnel démontre le caractère mobilisateur et unifiant de la revendication d'augmentations uniformes. Bien souvent, les militants du parti communiste sont isolés, ne pouvant faire partager, sur ce terrain, aux travailleurs leur conception de l'alliance avec les cadres.

Cette revendication est aussi très importante pour mettre en pièces la politique contractuelle fondée sur la préservation de la situation actuelle au seul bénéfice du patronat et de l'Etat à son service. Ce n'est pas un hasard si le gouvernement est principalement opposé à ce type de revendication.

Dans la situation actuelle, les révolutionnaires et tous ceux qui s'opposent à la voie de la capitulation ne sont pas démunis. Il leur appartient de profiter de l'incontestable crise du réformisme, qui accumule les échecs face au pouvoir en ce secteur, pour reprendre l'initiative. Il faut, sur le terrain, refuser tout traité de paix sociale et montrer qu'il est possible d'avancer sur la voie de l'épreuve de force avec le pouvoir.

J.-CLAUDE VAILLANT

PETITE ANNONCE

Etudiant danois, marié, 1 enfant, recherche logement à partir du 15 janvier au 15 août 72 à Montpellier. Ecrire «T.S.» q. transmettra

Roussel

La riposte s'organise

Un comité de soutien regroupant plusieurs organisations révolutionnaires dont le P.S.U. vient d'être créé. Au cours du dernier week-end, il a organisé une vaste distribution de tracts sur la région de la Plaine-St-Denis et Romainville. Les interventions vont aller en s'amplifiant : meeting, manifestations de rue, etc. Un front large de soutien se dessine : Roussel capitulera.

Comment en est-on arrivé là ?

C'est au C.C.E. extraordinaire d'octobre 1971 que Roussel-Uclaf, le premier fabricant de France de produits pharmaceutiques (8.000 travailleurs) a annoncé 1.000 licenciements à partir de juin 1972.

A cette date l'usine de la Plaine-St-Denis, Sifa-Diamant, sera fermée et 700 personnes licenciées.

A Jouan-Quetin (St-Nazaire), filiale de Roussel, plus de 100 travailleurs sont menacés.

A Romainville 205 licenciements annoncés au C.E. de novembre, en attendant d'autres... Depuis, la situation ne cesse de se dégrader à Romainville.

Deux manifestations au siège, boulevard des Invalides, fin octobre et début novembre ont rassemblé les travailleurs.

« La situation économique de l'entreprise était saine mais les emprunts trop élevés de ces dernières années coûtent trop cher », prétend le patron.

Pour M. Roussel, les travailleurs passent après...

Il refuse de discuter avec les représentants des organisations syndicales et les élus des travailleurs. Ce n'est pas pour rien qu'à la direction on appelle souvent les militants de la C.F.D.T. et de F.O. « les voyous de Romainville ».

Rappelons-nous Mai 68 et les C.R.S. envoyés par Roussel pour libérer son usine occupée depuis quatre semaines.

Le 3 décembre un camarade F.O., délégué du personnel et délégué syndical est mis à pied avec menace de licenciement ; un camarade militant C.G.T. est licencié. A tous deux la direction reproche d'avoir « brutalisé » des membres du service de surveillance au cours d'un attroupement devant le « self » où se vendait un journal poli-

tique de gauche. C'est une provocation sur faux témoignage. D'ailleurs, rien n'arrête J.-C. Roussel, pas même l'enlèvement et la séquestration pendant plusieurs heures d'un travailleur par une équipe de police « parallèle » (C.D.R.).

Répression contre les militants syndicaux, qui informent le personnel par tract, en les photographiant pendant l'exercice de leur mandat.

Avertissement à certains délégués pour avoir troublé « l'ordre public » en distribuant leurs tracts dans le « self » et en prenant la parole en public.

Que cherche la direction avec ces méthodes fascistes ? Le retour de J.-C. Roussel à la direction de l'établissement a été marqué par des brimades concernant la liberté d'information et d'expression, le renforcement de la discipline par l'application d'un règlement intérieur vieux de plus de 15 ans (qui, d'ailleurs, sur certains points, est contraire à la législation actuelle).

La direction s'en prend en particulier aux militants syndicaux et a multiplié les sanctions. Elle s'appuie pour justifier ces actions répressives sur l'interprétation étroite et restrictive de la loi et du règlement intérieur.

L'intervention fréquente de groupes politiques extérieurs qui devraient pouvoir s'exprimer librement, a servi de justification à la direction pour multiplier les incidents. Veut-elle faire taire, comme dans d'autres entreprises, les organisations syndicales et les militants progressistes ou révolutionnaires ?

Ce dont nous sommes sûrs c'est qu'aujourd'hui la direction ne discute pas des mesures qui pourraient permettre de limiter ou d'éviter les licenciements.

Les travailleurs n'ont pas le choix en dehors de la grève pour lutter contre la répression et les méthodes fascistes de la direction.

Le P.S.U. appelle tous les travailleurs à soutenir leurs camarades de Roussel-Uclaf pour la défense de leurs intérêts, la garantie de l'emploi, la liberté d'expression syndicale et politique.

A la Plaine-St-Denis, à Romainville, à Saint-Nazaire, nous réaliserons l'unité populaire autour des travailleurs de Roussel-Uclaf.

Correspondant P.S.U. de Roussel-Uclaf.



Grands magasins

Il s'est passé quelque chose

Noël, ce sont de belles vitrines, ce sont des sapins illuminés et ce sont des vendeuses qui tâchent de sourire. En somme, les merveilles de la société de consommation à son faite !

Mais ça, ce n'est qu'un décor ! Ce qui se passe réellement dans les grands magasins, les patrons essaient de le cacher.

Les patrons ne diront pas que :

— Si les clients passent une heure dans un magasin, surchauffé, les employés y passent huit heures ;

— Si on se bouscule et si on fait la queue pendant une heure, les vendeuses, elles n'ont pas le droit de s'asseoir, sauf si le chef de rayon est sympathique.

Les grands magasins se caractérisent par une organisation oppressive du travail. Il faut savoir que les jeunes filles qui vendent pour des marques connues sont des démonstratrices qui peuvent être renvoyées du jour au lendemain. Ces vendeuses ont un salaire fixe généralement bas (parfois moins de 700 F) et un pourcentage variable sur les ventes. Cela s'appelle la **guelte** (individuelle ou par rayon). Elle crée une division artificielle des travailleurs par la concurrence. Elle profite seulement aux patrons en leur permettant d'éponger leurs pertes sur les vendeuses. Quand on vend moins, c'est la guelte qui baisse. La guelte sert à étouffer toute prise de conscience de la force collective, par le cloisonnement des individus entre eux. Du reste, les sanctions prises à l'égard des militants C.F.D.T. combattifs au B.H.V. et à la Samaritaine illustrent une répression généralisée qui vise à briser toute forme d'organisation des travailleurs.

En plein capitalisme évolué, les grands magasins constituent des îlots pré-capitalistes,

datant du temps où le paternalisme patronal était roi. Quand les lois sociales ne sont pas bafouées, elles sont détournées. Les grands magasins sont hantés d'escouades de chefs inutiles, policiers, surveillants, inspecteurs et assimilés. Une organisation humaine entièrement orientée contre l'action des syndicats quand on leur permet d'exister. L'organisation répressive, on la retrouve dans la hiérarchie (quatre catégories de vendeurs, deux catégories d'employés administratifs, deux catégories de manutentionnaires). Tout est fait pour empêcher les travailleurs de s'unir dans la lutte contre des conditions de travail abrutissantes.

Conscient de l'ensemble de ces problèmes, le collectif **grand magasin du P.S.U.** décide le principe d'une action qui change de la simple agitation habituelle. Cette action spectaculaire devait viser à établir des contacts aussi bien avec les clients, qui sont les travailleurs hors de l'usine (que le capitalisme exploite aussi quand ils consomment), qu'avec les vendeuses qui sont les travailleurs des grands magasins.

Il était bien entendu que cette action devait être comprise et pour cela ne pas dégénérer en désordre systématique.

C'est ainsi que le samedi 18, au B.H.V., à la Samaritaine, aux Galeries Lafayette, au Louvre, les clients furent étonnés d'abord, intéressés ensuite, par une distribution massive de tracts expliquant la condition réelle des vendeuses et des vendeurs auxquels les clients ont si souvent affaire sans toujours connaître leurs problèmes. Puis, à un moment précis, une envolée de papillons multicolores fut lâché depuis les étages.

Des slogans tels que : « Joyeuse fête pour les profiteurs, soucis d'argent pour les travailleurs », « le client dépense, le vendeur trime, le patron profite », se répartissent par ce moyen dans les rayons les plus fréquentés.

Furtivement, les vendeuses ramassent tracts et papillons, les mettent dans leurs poches afin de les lire plus tard, car les chefs de rayon, soucieux du bon ordre sont là à la fois décontenancés et furieux.

Cette action, dont il ne faut pas lui faire dire plus qu'elle ne peut signifier, n'a pas réussi à atteindre un des objectifs qui lui avaient été fixés : le contact avec la clientèle a dans l'ensemble peu abouti. Par contre, des témoignages concordent pour signaler une certaine sensibilisation chez les vendeuses. Dans le long travail d'explication, cette action n'est qu'une étape. Car pour que les travailleurs réalisent les conditions de cette oppression diffuse, la contestation risque de s'avérer explosive.

Les grands magasins, où règne un climat social scandaleux, constituent une faille du système que les militants révolutionnaires auraient tort de délaissier.

Comminges

Face à la crise de l'emploi

Il était facile de le prévoir : la région de Saint-Gaudens, économiquement sous-développée, est touchée, elle aussi, par la crise de l'emploi. L'absence de travail obligeait déjà les jeunes à partir : maintenant, ce sont des réductions d'effectifs qui atteignent les entreprises de la région.

La société ELF-RE a entrepris le licenciement de 600 de ses agents sur 2.700. Ce qui correspond pour l'établissement de **Boussens**, au départ de plus de 250 travailleurs.

Par suite de la mise en automatique, le personnel du téléphone du secteur est durement touché par les suppressions d'emploi : dans l'immédiat (19 renvois d'auxiliaires à Saint-Gaudens) ou dans un avenir proche (plus de 30 emplois pour Saint-Gaudens - Cazères).

Les usines Ugine-Kuhlman à Marignac, à Lannemezan ralentissent ou arrêtent des fabrications. A Marignac, une quarantaine de salariés doivent partir fin décembre et ce n'est sans doute qu'un début.

De petites et moyennes entreprises, notamment celles qui travaillent pour les grosses boîtes, se trouvent atteintes : là aussi des fermetures et des licenciements en perspective.

L'artisanat et le commerce vont eux aussi ressentir le contre-coup de la crise.

Face à cet ensemble de menaces sur l'emploi dans le Comminges, les travailleurs réagissent. Une action commune a été menée par les standardistes des P.T.T. de Saint-Gaudens et de Cazères, avec des syndicats de la C.G.T., de la C.F.D.T., de la F.E.N., et avec des inorganisés : la population a été alertée sur l'ensemble de la situation, par une campagne massive de tracts et d'affiches. Une grève du téléphone, largement suivie, a été déclenchée à Cazères et à Saint-Gaudens ; il s'agissait de demander le reclassement du personnel mis à pied ou menacé de l'être, mais aussi d'attaquer le système lui-même des emplois d'auxiliaires. Pour pouvoir vivre, les travailleurs sont obligés d'accepter ce genre d'emploi, qui les met à la merci de l'administration.

Les travailleurs d'U.K. et leurs syndicats se sont organisés pour la lutte. Le secteur entreprises du P.S.U. a soutenu leur action, en diffusant un

tract d'information et d'explication politique.

A Boussens, chez ELF-RE, pour protester contre les licenciements de fait, une grève de la faim menée pendant quatre jours par un ingénieur, a été relayée par un mouvement de masse.

Dans la nuit du 7 au 8 décembre, un important dispositif policier avait été mis en place à Saint-Gaudens : le préfet de région venait, en effet, le 8, inaugurer l'automatique... et les licenciements. En dépit de ces menaces, un affichage massif du P.S.U. était effectué durant la journée du 8 décembre. Plus de 400 travailleurs venus d'ELF-RE à Boussens, ont manifesté dans les rues de Saint-Gaudens. Comme le départ anticipé du préfet n'avait pas permis une rencontre à la sous-préfecture, 600 travailleurs, soit 90 % du personnel d'ELF-RE ont entrepris le lendemain 9 décembre une marche sur Toulouse, en cortège de cars et de voitures, avec placards et banderoles. L'entrevue des responsables syndicaux avec le préfet n'ayant pas permis d'obtenir de garanties précises, l'action continue.

Dès maintenant, on voit se dégager plusieurs éléments positifs de ces luttes. Tout d'abord, **une prise de conscience** : pour faire échec à la crise de l'emploi, ici comme ailleurs, les travailleurs doivent compter sur leur force, et non pas sur les bons offices de notables, connus comme serviteurs du capitalisme, et apeurés par la colère des travailleurs. Ensuite, **la nécessaire solidarité dans la lutte de masse** : c'est la seule qui paiera. Et non seulement la solidarité au sein d'une même entreprise, mais celle qui doit unir les travailleurs des diverses boîtes, leurs familles, et tous ceux qui, à plus ou moins brève échéance, sont menacés. Un pas a été fait dans cette direction, mais tous n'ont pas encore compris. Enfin, la protestation vigoureuse des travailleurs du Comminges prend un aspect très important : ce qu'ils refusent ici, comme en Lorraine par exemple, c'est le droit que s'arroge le grand patronat d'être le maître absolu des décisions concernant l'emploi et l'avenir des entreprises, le droit de trancher sur le sort de toute une région. Cette mise en cause du pouvoir patronal a une portée politique : elle doit déboucher sur la lutte pour le contrôle ouvrier. Et le gouvernement l'a compris, lui qui s'efforce de faire avaler la pilule du chômage et du freinage des salaires, en essayant de gagner du temps : c'est le piège de la politique de concertation, de participation, accompagnée de la menace et de la répression contre les récalcitrants.

C'est ce que les militants du P.S.U., qui sont ici au coude à coude avec leurs camarades en lutte, ont pris la responsabilité de dire, pour clarifier le débat sur les moyens et les objectifs de l'action engagée.

Groupe P.S.U. interentreprises du Comminges.



L'accord C.G.T. - C.F.D.T. (1)

Texte majoritaire

1. Il apparaît, au vu des expériences des différents militants dans leurs entreprises, que la plate-forme C.G.T.-C.F.D.T. de septembre 71 n'a pas eu de répercussions sensibles sur le développement des luttes actuelles.

Là où des actions se sont développées, l'accord n'a apporté aucune aide concrète, n'a pas proposé des mots d'ordre ni surtout de formes de lutte adaptées. (Exemple de l'action sur les retraites).

D'autre part, de fortes divergences se manifestent toujours, à la base entre la pratique de la C.G.T. et celle de la C.F.D.T. (signature d'un accord par la C.G.T. et non par la C.F.D.T. à l'E.D.F. ainsi qu'à la SNECMA, le contraire dans la fonction publique, etc.)

UNE MEME ORIENTATION GENERALE

2. Néanmoins, le texte de la plate-forme C.G.T.-C.F.D.T. indique qu'objectivement une même orientation est actuellement retenue au niveau des confédérations tant pour l'action revendicative que pour les perspectives stratégiques.

a) En ce qui concerne les objectifs revendicatifs, il est significatif que, même quand la C.F.D.T. a cru « marquer des points », le contenu de la plate-forme unitaire n'entre jamais en contradiction ouverte avec le « programme » du P.C.F.

Si l'on prend par exemple le problème de la lutte salariale, les formulations de l'accord correspondent pour l'essentiel à celles de la C.G.T. (« relèvement plus rapide des basses rémunérations ») et sont en retard sur les exigences des travailleurs les plus combattifs (« augmentations uniformes »).

De même il est proposé de lutter pour « le contrôle et la réduction des cadences » mais sans que soit clairement précisé ce que doivent être les formes d'action.

Or nous savons qu'il n'y a de contrôle qu'à la condition que tous les travailleurs entrent en lutte (par exemple en réduisant eux-mêmes et collectivement les cadences).

Ainsi, en faisant, de façon générale, l'impasse sur les méthodes d'action, l'accord ne précise pas, à dessein, le caractère que doit prendre la lutte contre la bourgeoisie. C'est en cela qu'il ne donne aucun moyen aux travailleurs pour provoquer au bon moment des mouvements d'ensemble capables d'imposer un rapport de forces favorable aux grévistes, les camarades engagés dans la lutte devront compter sur eux-mêmes pour gagner, devront à l'occasion déborder les consignes venues d'en haut, afin d'obtenir gain de cause.

b) D'autre part, quelles que soient les « intentions tactiques » du bureau confédéral de la C.F.D.T., la signature de l'accord prend une signification politique précise dans une période dominée par la montée de la propagande réformiste sur le thème de l'« Union de la Gauche ».

Certes, on ne peut minimiser les divergences que révèlent les textes de la C.G.T. et de la C.F.D.T. sur les moyens nécessaires pour construire le socialisme. La C.G.T. privilégie les échéances électorales, donne un rôle important aux partis politiques et charge le futur gouvernement démocratique de réaliser un ensemble détaillé de réformes.

Quant à la C.F.D.T., elle met toujours en avant les trois piliers qu'elle juge indispensables pour construire le « socialisme démocra-

tique » : l'autogestion, la planification démocratique et la propriété sociale des moyens de production et d'échange. Mais de fait elle insiste aujourd'hui sur l'autogestion. De plus, elle affirme que « si pour la C.F.D.T., ce sont les luttes sociales et l'action des masses populaires qui constituent l'axe essentiel de sa stratégie, elle n'exclut pas la possibilité d'un changement électoral de pouvoir politique » et déclare que c'est aux partis politiques de gouverner (cette déclaration se retrouve dans les deux textes).

Ce type de démarche conduit à escamoter complètement la riposte que pourra mettre en œuvre la bourgeoisie, la perspective d'un affrontement d'ensemble, d'une épreuve de force globale, d'une période de dualité de pouvoir. Ainsi, n'ayant pas la vue claire sur la question du pouvoir d'Etat, l'orientation de la C.F.D.T. laisse le champ libre à une solution électorale. De même le rôle assigné au syndicat dans le système socialiste est très proche dans les deux centrales sans que soit posé le problème des rapports partis-syndicats et le mode d'exercice du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes.

Ainsi les critiques formulées par la C.F.D.T. à l'encontre de la C.G.T. mêlent deux sortes de positions, certaines apparemment révolutionnaires (analyse du capitalisme, pas de programme de gouvernement, propriété sociale des moyens de production et d'échanges) et d'autres pour le moins ambiguës sur les libertés, l'autogestion, l'intérêt des élections. En fait, c'est l'expression même de ce qu'est aujourd'hui la C.F.D.T., une centrale où cohabitent bon gré mal gré des courants divers : anti-communistes, humanistes, chrétiens, marxistes. Maire cherche à masquer ces contradictions en s'appuyant sur l'appareil afin de développer la « propre personnalité de la C.F.D.T. » et de lui donner aujourd'hui le maximum de marge de manœuvre par rapport aux initiatives du P.C.F., du P.S. et de la C.G.T. Ceci étant, la C.F.D.T. est largement incapable de développer une ligne autonome face aux forces réformistes.

D'ailleurs, malgré les polémiques, la perspective de l'obtention de réformes profondes a été retenue par la C.G.T. et la C.F.D.T. L'état major de la C.G.T. fait déjà et fera encore plus pour s'appuyer sur cet accord pour que les travailleurs adhèrent à une démarche réformiste et électoraliste, ainsi que pour tirer l'état-major de la C.F.D.T. vers un soutien à cette démarche. Malgré les conflits qui existent au sein de la C.F.D.T. et son hétérogénéité à la base où les militants combattifs peuvent défendre une ligne révolutionnaire, cette hypothèse est à l'heure actuelle la plus vraisemblable.

3. Il faut ajouter que dans la pratique l'accord unitaire est utilisé par la C.G.T. pour faire pression sur la C.F.D.T. et en particulier ses sections combattives et canaliser au nom de l'unité, le mécontentement des travailleurs dans la perspective électoraliste de la « démocratie avancée ».

L'exemple de la sidérurgie lorraine le révèle de façon claire : les sections C.F.D.T. combattives qui proposaient l'élargissement et l'organisation de la lutte n'ont pu développer leur perspective de façon autonome à partir du moment où l'unité C.G.T.-C.F.D.T. est devenue un but en soi. En définitive les luttes ont dévié sur la voie de garage électorale de 1973 ; mesures législatives, nationalisation de la sidérurgie, statut du sidérurgiste, etc.

(Suite p. 7.)

La Conférence Nationale Entreprises

Texte présenté par la Commission
(159 pour, 10 contre, 25 abstentions)

I - NOTE INTERVENTION

L'intervention du P.S.U. dans les entreprises doit être une tâche prioritaire du parti, c'est aux militants directement présents sur les lieux de travail qu'il appartient de préparer concrètement les luttes futures. Il s'agit de développer la démocratie à la base (assemblées générales, assemblées d'ateliers...) en particulier aux moments forts des luttes. Mais il s'agit aussi, en tirant les leçons des conflits, de rassembler les ouvriers combattifs afin de développer la structuration du courant révolutionnaire de la classe ouvrière, en liaison directe avec les problèmes concrets.

Quelle que soit la nature des organisations syndicales, elles rassemblent une grande masse de travailleurs, elles ne doivent pas nous laisser indifférents. Le rôle des militants révolutionnaires n'est pas la rupture avec elles, ni la création de syndicats rouges. Ils doivent être présents dans la lutte intense qui se déroule sur les objectifs et les méthodes de lutte, entre réformistes et travailleurs ayant adopté des positions de classe.

Dans ce cadre les militants du parti ont un rôle à jouer, tout en privilégiant l'intervention politique et le développement des groupes d'entreprise.

II - CONTROLE OUVRIER

L'organisation capitaliste du travail, la question des salaires, le problème de l'emploi et la répression vont donner lieu, lors des conflits ouvriers, à de nombreuses épreuves de force, étant donné l'attitude de plus en plus ferme du patronat. Aussi, les mois qui suivent exigent que l'on redonne toute son actualité à l'axe du contrôle ouvrier.

L'action collective, la démocratie à la base, l'action directe, l'affirmation dans la lutte des travailleurs est plus que jamais à l'ordre du jour. Plus précisément, il est possible de déboucher sur un contrôle effectif sur les points suivants :

— contrôle des cadences, des rythmes de production, de l'organisation des horaires (pauses collectives...),

— contrôle de la durée du travail afin d'imposer une diminution des horaires sans préjudice sur le montant des salaires. La répartition des heures de travail à effectuer doit être décidée en fonction du nombre des travailleurs de l'entreprise et du nombre de ceux dont on demande l'embauche.

Il est bien clair que toute intervention collective de ce type suscite immédiatement une riposte énergique du patronat car il ne peut tolérer que l'on s'ingère dans ses prérogatives sacro-saintes. Mais de telles épreuves de for-



ce, préparées d'une façon continue, constituent le meilleur moyen d'éducation révolutionnaire, de prise en charge à la base. Dans de telles situations tendues et instables, il est alors possible d'explicitier ce qu'est le pouvoir des travailleurs, et de démystifier la voie électorale. Afin de mettre en application cet axe de lutte le parti doit engager des campagnes sur les thèmes suivants :

1) *La remise en cause de l'organisation du travail et des conditions de travail.* Pour faire face à la concurrence internationale, la bourgeoisie doit poursuivre coûte que coûte la « modernisation » de son industrie. La bourgeoisie spécialise ses productions, introduit de nouvelles techniques de fabrication sans avoir pour autant résolu le problème de la formation professionnelle. D'où sa politique de mobilité de la main-d'œuvre, de mutation et souvent de déqualification. De plus, les équipements industriels actuels doivent produire au maximum. D'où l'augmentation continue de la productivité, des cadences et la dégradation des conditions de travail. Aussi, la remise en cause de l'organisation dans les entreprises et des conditions de travail reste un thème d'actualité. Il permet la prise en charge par la base de l'ensemble de la lutte, d'une manière très concrète. C'est la possibilité d'une remise en cause profonde de l'ensemble de la situation qui est celle des travailleurs dans les entreprises. C'est aussi un support très important pour l'ensemble des luttes.

2) *La question des salaires.* Les prix augmentent d'une façon continue et la bourgeoisie ne pourra pas stopper ce mouvement. Dans ce contexte, la question du pouvoir d'achat préoccupe à juste titre de nombreux travailleurs. Or, dans le même temps, étant donné les incertitudes de la situation internationale et de la situation politique intérieure, le patronat va se montrer très ferme.

Mais que faut-il proposer comme objectif ? L'échelle mobile ? Or, ce système, aussi perfectionné soit-il, laisse intacte la hiérarchie des salaires et risque d'être un élément de démobilisation. De plus, quels sont les indices de prix que l'on doit prendre en compte ? Mais, notons encore que pour négocier un tel procédé, seuls des spécialistes ayant reçu la formation nécessaire par le biais de l'appareil sont à même de triturer les pourcentages et les centimes. Et dans ce cadre, les travailleurs doivent s'en remettre à l'appareil, sans avoir aucun moyen de contrôle. Enfin, cet objectif entretient une illusion : celle qui pousse à croire qu'un tel

système est possible dans l'ensemble des secteurs économiques sans renverser la bourgeoisie.

3) *L'action anti-hiérarchique* a gardé toute sa valeur. Une même augmentation pour tous, à travail égal, salaire égal restent des objectifs très mobilisateurs permettant d'imposer la révision des grilles de salaire et de remettre en cause l'ensemble de la pyramide sur laquelle s'appuie le pouvoir patronal.

— L'action sur le problème des salaires doit être *une action continue*. Ce n'est pas parce qu'un système proche de l'échelle mobile a pu être mis en place dans plusieurs entreprises que ce terrain de lutte doit être déserté. Il s'agit de balayer les prévisions budgétaires établies par le patronat en suscitant l'action collective. Il est possible d'introduire des revendications salariales unifiantes (ex. : augmentations uniformes) afin de fausser l'ensemble de la planification des salaires mise en place.

— Mais de telles luttes doivent être aussi l'occasion de combattre *les formes actuelles du salaire*. Les catégories divisent les travailleurs, entretiennent les discriminations. Les primes diverses suscitent l'individualisme et le favoritisme. Les primes de productivité lient les travailleurs d'une très forte manière à la production. Nous devons lutter pour l'intégration de toutes les primes dans le salaire de base et pour l'objectif « à travail égal salaire égal ». Nous devons refuser toute liaison entre le niveau de la productivité et le niveau des salaires. En effet, à quoi servirait de couler les cadences si les travailleurs en subissent les conséquences au moment de la paie ? Il faut donc poser en même temps la nécessité de cadences moins fortes et l'obtention d'un salaire fixe sans aucun désavantage financier pour les travailleurs.

L'action anti-hiérarchique ne saurait se limiter au problème des salaires, elle doit aussi s'exercer sur le rôle de la hiérarchie par la suppression des disparités par un statut unique de toutes les catégories de personnel.

4) *La question de l'emploi*. La crise monétaire internationale révèle l'ampleur de la crise actuelle de l'impérialisme. Le marchandage mondial va se faire très âpre car une profonde redistribution des marchés est en jeu ; les contrecoups sur l'emploi vont être importants en France :

— pour les petites et moyennes entreprises qui sont en difficulté depuis plusieurs mois, une proportion importante va être amenée à déposer leur bilan ;

— pour les firmes multinationales, en particulier celles qui sont dirigées par le capital américain, des réorientations dans la production vont entraîner la fermeture de certains départements et services (ex. : Burroughs - France) ;

— la « modernisation » qui doit se poursuivre coûte que coûte va mettre à la rue de nombreux travailleurs (la situation en Lorraine) ;

— s'il est vrai que la politique gouvernementale est d'inciter à une forte expansion, il n'en reste pas moins que les incertitudes internationales vont pousser bon nombre d'industriels à restreindre la mise en

5) *La répression*. La tactique de la bourgeoisie est maintenant plus sournoise : elle cherche à éviter les cas spectaculaires, tout en continuant à sanctionner les militants et les ouvriers combattifs dans les entreprises. Aussi, ce n'est pas simplement les responsables syndicalistes qui sont visés, mais l'ensemble des camarades les plus en pointe dans les luttes.

Chaque cas concret de répression exige :

- une campagne de masse dans les entreprises concernées,
- la défense active du camarade sanctionné, ce qui demande de prendre en consi-

dération toutes les possibilités qu'offre la législation bourgeoise.

— la popularisation extérieure par le biais de Secours Rouge.

C'est avec une telle intervention systématique que l'on pourra déboucher sur des mouvements plus larges lors de cas « spectaculaires » de répression.

Les campagnes politiques permettront aux camarades en lutte de dégager l'enjeu fondamental : mettre fin à la société bourgeoise. Par la pratique du contrôle ouvrier, par la préparation des inévitables épreuves de force, les travailleurs auront alors mieux la possibilité d'appréhender ce que sera l'affrontement global avec la bourgeoisie. La phase de dualité de pouvoir se prépare dès aujourd'hui en mettant en lumière le problème central : désarticuler la bourgeoisie par l'intervention collective et organisée des travailleurs, et cela à tous les niveaux : national, régional, local. Ce qui suppose que l'on démythifie toute l'orientation qui revendique l'autogestion sans parler de la question du pouvoir central. □

Rapport sur les structures

C E rapport reprend pour l'essentiel le texte paru dans le courrier des entreprises, texte voté à la C.R.E.-région parisienne.

Ce rapport a été adopté à l'unanimité par la conférence nationale entreprise. Le texte de ce rapport

Nous indiquerons l'amendement important qui organise le secteur et les deux amendements contradictoires qui ont fait l'objet d'un débat à la conférence.

ORGANISATION DE LA C.N.E.

— Les délégués de la C.N.E. sont élus par les branches et régions (1 par branche, 1 par région). Ils sont révocables par les réunions nationales de branche et les réunions de région.

— La C.N.E. se réunit environ tous les deux mois, au minimum six fois par an et extraordinairement en fonction de la conjoncture.

— Il est demandé à la D.P.N. de donner les moyens financiers au Secteur Entreprise. Il faut donner le plus tôt possible un budget à la C.N.E.

— Mise en place d'un secrétariat permanent de cinq membres élus par la C.N.E. se réunissant toutes les semaines. Le B.N. participe au secrétariat, il y désigne deux membres.

— La commission entreprise de la D.P.N. se réunit avec la C.N.E. le matin de la D.P.N.

— Le secrétariat de la C.N.E. sortante est chargé de réunir la prochaine C.N.E. issue de la 3^e conférence nationale entreprise qui désignera son secrétariat.

AMENDEMENTS CONTRADICTOIRES

1) Les membres de la D.P.N. ne sont pas membres de droit de la C.N.E. afin de marquer la différence qu'il y a entre une structure de travail et de proposition du parti pour le secteur entreprise et une structure de décision représentative des orientations prises en congrès.

2) Les élus à la D.P.N. du secteur entreprise lors du dernier congrès, sur les listes de candidature des A.O.P., sont membres de droit de la C.N.E.

Le premier amendement a été adopté par 98 voix, 87 se sont prononcées pour le second.

C.G.T.-C.F.D.T. (suite)

Dans certains cas l'accord est même utilisé par la droite de la C.F.D.T. pour combattre les militants qui défendent et proposent l'affirmation autonome de la C.F.D.T. Cela peut aller jusqu'à la chasse aux militants révolutionnaires dans la C.F.D.T. (Bretagne, Nord, E.D.F...).

LES RESPONSABILITES DES REVOLUTIONNAIRES

La signature de l'accord au sommet avec la C.G.T., ainsi que les hésitations qui caractérisent la pratique à la base (les divergences entre les centrales situant la C.F.D.T. tantôt à gauche — augmentation uniforme — tantôt à droite — contrats — de la C.G.T...) traduisent l'ampleur des contradictions idéologiques qui traversent aujourd'hui la C.F.D.T.

Ce que deviendra en définitive cette organisation dépend pour une large part de la lutte que mèneront les militants révolutionnaires, engagés politiquement dans les entreprises et actifs dans le mouvement syndical, pour traduire concrètement la stratégie révolutionnaire dans la pratique quotidienne des luttes comme dans la poursuite du débat idéologique interne aux centrales syndicales.

Dans cette situation les responsabilités du mouvement révolutionnaire et en particulier du P.S.U. sont considérables. Alors qu'un nombre important de militants sont conscients de l'impasse de la stratégie réformiste, l'absence d'une alternative et d'un rôle révolutionnaire, porteurs d'un programme, d'une stratégie et d'une pratique claires remettant en cause réellement les rapports de production capitalistes, représente une carence grave.

Notre rôle est moins de critiquer abstraitement les stratégies réformistes ou les ambiguïtés de tel ou tel syndicat, que de prendre les initiatives qui concourent à créer une telle alternative et démontrent dans les faits les impasses du réformisme.

A cet égard l'absence d'intervention globale du Parti sur les problèmes d'ampleur nationale (S.N.C.F., R.A.T.P., contrat de progrès, Fonction publique et E.D.F., Lorraine) constituent une fuite grave de nos responsabilités. D'autant plus que ce n'est pas la politique de diplomatie au sommet — publique ou secrète — telle qu'elle a été conduite dans la période récente à l'égard du P.S. ou des organes confédéraux de la C.F.D.T., qui peut casser la logique réformiste de l'accord électoral P.C.-P.S.

La tâche des militants dans l'entreprise est d'opposer l'alternative révolutionnaire à la stratégie réformiste en liant pratique, stratégie et programme :

— à partir de l'axe stratégique du contrôle ouvrier : assemblée générale des travailleurs, autogestion des luttes, actions de fait accompli ;

— tendre à l'unité populaire par le soutien et la popularisation des luttes ;

— poser en termes révolutionnaires le problème de la prise du pouvoir, au niveau de l'entreprise et de l'Etat : démocratie des conseils ouvriers, d'usine et de quartier, comme forme concrète de conquête et d'exercice de la dictature du prolétariat.

1) Cette motion présentée par le camarade Prévost (Moselle) a été adoptée par 95 mandats contre 70 pour le texte défendu par le camarade Mousel (Paris).

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur politique :
Christian Guerche

Directeur adjoint :
Gérard Féran

Secrétaire de la rédaction :
Philippe Guyot

Comité politique de rédaction :

Robert Chapuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Christian Leucate - Robert Michel - Henry Rosengart.

Rédaction :

Jean-Louis Auduc - Gilbert Chantre - Françoise Claire - Jacques Ferlus - François Gyr - Alain Moutot - Dominique Nores - Lucien Sainlonge - Jean Verger

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction
Administration :
9, rue Borromée
PARIS (15^e)
566-45-37

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Photos dans ce numéro :
A.F.P. (page 5) - A.G.I.P.
(page 16) - Collombert (pages
5, 11) - Jean-Pierre Rivière
(page 6).

Le présent numéro est tiré
à 24.000 exemplaires

Théâtre de l'Est Parisien

17, rue Malte-Brun, Paris 20^e
636-79-09 (Métro Gambetta)

L'Opéra de quat'sous
Bertolt Brecht

Gaité-Montparnasse

26, rue de la Gaité - MED. 16-18

Le précepteur

mise en scène de Wolfram MEHRING avec la Cie de LA MANDRAGORE.

L'Arlequin-Parnasse

(Métro Denfert-Rochereau - Gaité) - 306-93-98

« DINER-THEATRE » : 50 F
vin compris

L'homme qui vomit
des petits lapins

d'après Julio CORTEZAR
Diner 20 h - Spect. 21 h 30

Assez de mensonges sur les immigrés

Nous reviendrons dans les numéros des semaines suivantes sur la nécessité du combat commun travailleurs français-travailleurs immigrés.

Nous ne prétendons pas faire ici une analyse exhaustive.

Nous prétendons ici commencer à engager avec vous la bataille contre le mensonge.

Le mensonge des racistes et de leurs alliés.

Le mensonge de la presse qui s'émeut quand la fille d'un riche propriétaire terrien est enlevée et qui se tait quand des travailleurs immigrés sont assassinés.

Le mensonge de ceux qui font porter aux travailleurs immigrés la responsabilité du chômage.

Le mensonge des « faux-amis » des immigrés.

Envoyez à « T.S. » les expériences de lutte, les exemples les plus significatifs.

Nous les publierons. Ils serviront à forger dans la solidarité concrète, l'unité de combat travailleurs français-travailleurs immigrés.

Peste brune...

Lyon, la ville de Soustelle et de Pradel accueillait la semaine dernière « Ordre Nouveau ».

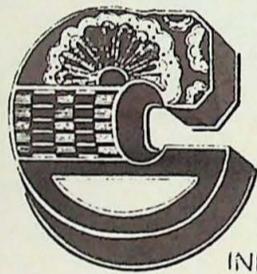
Riposte du P.S.U. et des organisations révolutionnaires. 2.000 Lyonnais dans la rue malgré les forces policières protégeant les fascistes.

Lyon, où la mairie laisse des bandes de nervis ratonner les immigrés.

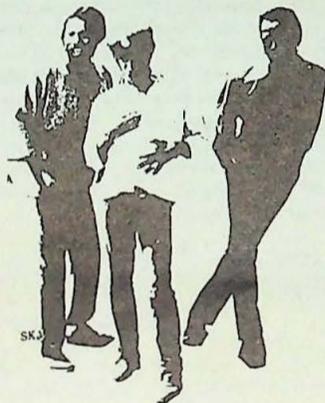
Les 18-19 décembre à Paris, s'est tenue une parade des fascistes d'Ordre Nouveau, 1.500 contre-manifestants ont, malgré la présence des forces de police, défilé au Quartier Latin samedi soir.

Plus que jamais toute agression fasciste doit être écrasée dans l'œuf.

C'est en fonction de cela que sept organisations révolutionnaires (O.R.A. Ligue, P.S.U., Révolution, Cause du Peuple, A.J.S., A.M.R.) ont décidé d'unir leurs forces et de se prêter main-forte en cas d'attaques fascistes sur les marchés où ils diffusent leur presse, ou d'agression de toute nature.



INEMA



Les affres du racisme

Alain Moutot

« Right on », film de Herbert Danska, est un appel. La colère des Noirs a couvé longtemps sous l'asservissement, la soumission, l'humiliation sans limite. La révolte afro-américaine vient de loin. Maintenant, elle explose.

« Right on » est un cri jailli du fond des entrailles, il désigne la cible à atteindre : la société américaine blanche qui a exploité le peuple noir pour mieux le mépriser. Pour les Noirs, il s'agit d'abord de se débarrasser de cette honte d'être soi-même, que l'oppressé a insidieusement réussi à inculquer à l'opprimé. Les affres du racisme ont imprimé sur la chair et le cœur de ses victimes des marques profondes. Le monde sordide qui a engendré un tel outrage doit être détruit. Seule la révolution saura transformer exploités et exploités.

Hurlé, râlé, clamé par un Porto-Ricain et deux Noirs, voilà le message de toute l'exaspération des damnés de cette terre d'Amérique qui est

transmis par l'intermédiaire de la poésie. Persuadés de ne pas pouvoir être dépassés dans l'intensité de la rage qui les prend au corps, cette haine du monde blanc qui a écrasé leurs coreligionnaires, ils s'intitulent « les derniers poètes ». C'est le choc en retour du mépris. Mais, ici, la poésie n'est pas dégagée des contingences de la condition sociale des poètes. Au contraire, elle s'arc-boute sur leur engagement politique. Du reste, Felipe Luciano est un des dirigeants des « Young Lords », groupe révolutionnaire qui est le pendant porto-ricain des « Black Panthers ». Survoltés par la révolte de leurs auteurs, les mots des poèmes provoquent de véritables décharges électriques. Le ferment de cette poésie est tiré des soulèvements récents des pénitenciers américains, des remous sanglants des ghettos noirs, de la violence des manifestations. Malheureusement, la caméra se contente de cadrer les gestes des récitants sur les toits de New York. Elle déracine les poèmes

du terrain social qui leur sert de support. Quelques images, d'un raffinement incontestable, ne font qu'illustrer le nouveau slogan « le Noir est beau ».

Mais même sur fond révolutionnaire, « Right on » prend la forme d'une œuvre d'esthètes, caractère accentué encore par la diffusion restreinte du film, de parenthèse dans la lutte, alors qu'il se voulait un moment fort de cette lutte. Le propos de la révolte, l'appel à la solidarité de tous les opprimés, semble transcender en un jeu gratuit d'intellectuel occupé à se regarder le nombril, ce qui est peu de chose, même si ce nombril est noir.

La force des poèmes se trouve dissoute dans le spectacle. On a dit pour ce film que la poésie était au service de la révolution. L'idée de l'utiliser pour ce combat n'est pas en cause. Elle révèle au contraire de grandes possibilités. Mais disons, pour resituer le film à sa vraie place, que la poésie transposée mécaniquement au cinéma se sert plutôt de la révolution. □

Samedi 18 décembre dans la soirée, plus de 500 travailleurs français et immigrés se sont réunis dans une salle du vingtième arrondissement à propos du scandale d'un foyer de l'arrondissement : le foyer de la rue Bisson. Convoqué à l'appel des travailleurs du foyer et d'un comité de soutien où l'on retrouve (P.S.U., Ligue, C.F.D.T., etc.), ce meeting fut l'occasion pour les travailleurs de l'arrondissement, non seulement de cerner la réalité de ce qui se passe à leur porte, rue Bisson, mais également de connaître les conditions de vie réunies dans les foyers de la région parisienne.

Les conditions de vie, certes, mais aussi les conditions de lutte. Car les travailleurs présents ne se contentaient pas de raconter leurs conditions d'existence, ils évoquaient leur lutte :

— rue Bisson, dans le vingtième, 400 travailleurs entassés dans un foyer sans électricité, sans gaz, grève des loyers, comité de soutien ;

— rue Riquet, dans le dix-neuvième : grève des loyers depuis dix mois ;

— rue Typhetaïne, dans le douzième : lutte contre le gérant, manifestation devant le foyer des travailleurs français et immigrés.

LES FAITS



Peyrefitte, Drancy : face aux marchands de sommeil et aux municipalités complices, des luttes s'engagent.

De plus, ces dernières semaines, voulant empêcher les travailleurs immigrés de bénéficier du défilé de l'hiver administratif, de nombreux gérants dans des quartiers voués à « rénovation » ont tenté des expulsions par la force.

Des expulsions vouées à l'échec par la solidarité agissante qui s'est manifestée :

— rue du Pot-de-Fer (cinquième) : un cartel de travailleurs immigrés a obtenu le sursis.

Il en est de même dans le 1^{er} et le 3^e.

Cependant, le 21 mars, avec la fin de l'hiver administratif, empêchant les expulsions, les expulsions pourront reprendre : d'où le mot d'ordre de ces quartiers : vigilance.

Une vigilance que la poussée raciste de ces dernières semaines doit encore accroître :

— Djelladi, un jeune Algérien de 15 ans, abattu dans le quartier de la Goutte-d'Or. Un meeting, quinze jours après, réunit plus de 1.000 personnes dans le 18 ;

— un travailleur de Boulogne, battu à mort par des racistes ;

— un ouvrier immigré de Citroën enlevé, séquestré pendant deux jours par des nervis de la direction ;

— des jeunes Algériens ratonnés par des bandes fascistes à Lyon, etc.

Bien entendu, tous ces méfaits sont impunis. M. Pléven préfère arrêter les militants qui sequestrent le fasciste Soustelle que pourchasser les assassins des travailleurs immigrés.

M. Fontanet, ministre du Travail, dans un discours, le 16 décembre, préfère mettre sur le dos des travailleurs immigrés le chômage grandissant en France, plutôt que sur celui des patrons.

Nous avons cité quelques faits, nous en citerons les semaines suivantes d'autres. □

BULLETIN D'INFORMATION



Les accords C.G.T. - C.F.D.T.

Texte minoritaire

On ne peut séparer ces accords d'une analyse générale de la situation du mouvement syndical, ni du débat de fond que la modification de la nature des luttes et l'apparition d'une orientation révolutionnaire ont imposé, notamment à la C.F.D.T.

A. — Situation générale du mouvement syndical.

Face au capitalisme qui s'est ressaisi depuis mai 68, le mouvement syndical n'a jamais opposé d'offensives vraiment importantes. En dépit d'un très grand nombre de conflits sociaux au cours de ces dernières années (dont la plus grande part sont partis de la base bien que contrôlés ensuite par les syndicats), il n'y a jamais eu généralisation des luttes.

De façon générale, le mouvement syndical ne pousse pas à fond ses revendications et ses actions et, quand il cherche à peser de tout son poids, le fait plus souvent dans le sens du freinage que de la radicalisation des luttes. Nous savons que c'est essentiellement dû à la stratégie dominante dans le mouvement syndical, celle de la C.G.T., qui contrôle et transforme ainsi les conflits qui pourtant se multiplient.

A cette stratégie dominante qui est celle du courant P.C.F. (négociation rapide, type Grenelle à froid), la C.F.D.T. n'échappe pas globalement, en raison de son hétérogénéité politique, du manque de formation de ses militants, et des tendances social-démocrates et anarcho-syndicalistes qui la bloquent sur elle-même et la poussent au suivisme vis-à-vis de la C.G.T., quitte à contredire ses propres déclarations officielles.

Le mouvement syndical apparaît ainsi dans son ensemble réformiste, malgré les affrontements stratégiques qu'il connaît ; et les difficultés actuelles du mouvement révolutionnaire, qui en particulier ne lui permettent pas de dépasser l'impulsion de luttes dures mais éparpillées, l'empêchent de tirer parti de ces contradictions. Il s'agit donc pour un révolutionnaire d'une situation de crise : alors qu'il sait bien que, dans la plupart des cas, les syndicats restent le premier outil de la lutte des classes, qu'ils rassemblent la plus grande partie des militants les plus conscients, il voit ces mêmes syndicats émousser la combativité des travailleurs.

Le mouvement révolutionnaire doit donc poursuivre dans la même perspective deux objectifs :

1. le développement d'une force politique révolutionnaire, notamment dans les entreprises ;
2. la proposition permanente à l'intérieur des organisations syndicales d'une alternative aux lignes réformistes qui s'y expriment.

Dans la bataille politique interne au mouvement syndical, notre adversaire déterminant est bien le P.C., notre obstacle majeur dans l'aboutissement victorieux de ce combat : les tendances anarcho-syndicalistes et social-démocrates de la C.F.D.T.

B. — L'accord de septembre.

Il constitue l'une des manifestations de la situation décrite ci-dessus. En outre, le

contenu de la plate-forme est généralement peu connu des travailleurs, y compris des syndiqués, et ne semble pas changer grand-chose dans les rapports entre les deux centrales. Chaque point est en fait rediscuté à chaque occasion concrète d'application (ex. : retraites). Ces constatations ne suffisent cependant pas pour porter un jugement politique sur l'accord.

Ce que la C.G.T. en attendait, c'était :

1. La constitution d'un front syndical apportant un soutien explicite au programme de gouvernement du P.C.F. et à sa stratégie de démocratie avancée. Sur ce point la C.G.T. et le P.C.F. n'ont pu qu'enregistrer leur échec politique.
2. Le contrôle des luttes de masse en vue de leur appui à la bataille électorale dès à présent engagée par le P.C.F. De ce fait, l'accord ne peut en aucune mesure être un moteur des luttes. Son utilisation au contraire comme frein dépend largement, l'expérience le prouve, du rapport de forces local, ou selon les branches, entre la C.G.T. et la C.F.D.T. ; elle dépend aussi de l'intervention sur le terrain des militants révolutionnaires.

Toutefois — on l'a constaté au cours des dernières semaines — la situation n'est pas figée. L'état-major de la C.G.T. fera encore le maximum pour s'appuyer sur l'accord de septembre pour que les travailleurs adhèrent à une démarche réformiste et électoraliste, pour canaliser les luttes dans ce sens, ainsi que pour tirer l'état-major de la C.F.D.T. sur le soutien de cette démarche plus tard. La relance de l'intervention sur les retraites et le développement de l'unité d'action vont dans ce sens, ainsi que le caractère souvent verbal de la contestation ou la remise en cause de l'accord par la C.F.D.T., qui, au plan de l'action, continue bien souvent à s'aligner sur la C.G.T.

Mais les conflits qui existent au sein de la direction de la C.F.D.T., et surtout son hétérogénéité à la base, ne rendent pas cette hypothèse inéluctable.

C. — Le débat sur le socialisme.

Il est beaucoup plus important pour nous, car, en dépit du confusionnisme idéologique qui le marque du côté de la C.F.D.T., il montre que les problèmes posés par les militants révolutionnaires ne sont pas restés sans écho dans les appareils syndicaux.

1. La plupart des problèmes posés sont des thèmes fondamentaux sur lesquels nous sommes interrogés et avons cherché à apporter des réponses au cours des dernières années : autogestion, planification, division sociale du travail, etc.

2. Cependant la façon dont la C.F.D.T. les exprime est généralement confuse, ambiguë et peu marxiste. Elle donne prise à des attaques de la part de la C.G.T. et du P.C.F., souvent fondées, qui leur permettent de pratiquer l'amalgame entre le contenu réformiste et idéaliste de certaines déclarations de la C.F.D.T. et les positions des « gauchistes ».

3. La C.F.D.T. élude dans ce débat l'analyse du pouvoir d'état, les problèmes de la prise du pouvoir et de la dictature du prolétariat.

Ces remarques montrent que nous ne pouvons rester observateurs du débat, ce qui nous condamne soit à le critiquer de l'extérieur, soit à cautionner par notre silence ses ambiguïtés. Nous devons au contraire intervenir, sans concession sur le fond, mais aussi par une explication patiente devant l'ensemble des travailleurs.

Cette intervention n'aura d'efficacité que si elle dépasse la condamnation verbale, et impose que le débat ne reste pas au niveau confédéral ; il faut qu'il soit porté à la base, dans les entreprises, dans les ateliers, c'est-à-dire qu'il s'appuie sur une pratique de masse qui traduise concrètement la stratégie révolutionnaire opposée aux projets réformistes.

Une fois de plus ce bulletin est surtout consacré à des polémiques internes. Sans doute, dans quelque nouvelle lettre ouverte publiée dans « Le Monde » ou ailleurs, certains accuseront-ils le Bureau National de dissimuler ainsi son inactivité. S'il se refusait à publier ces textes, il serait par contre accusé de stalinisme, de trahison, de pratiques « scélérates », de vendre le parti pour un plat de lentilles à la sauce Mitterrand, etc.

Pour certains, le Congrès continue : ils prennent ainsi le risque d'immobiliser le parti au moment où il doit prendre des initiatives essentielles pour l'ensemble du mouvement révolutionnaire. Le dogme de l'infailibilité n'existe pas dans le parti, pas plus — il faut le souhaiter — que d'autres dogmes : ceci vaut pour tous, y compris le Bureau National. Une D.P.N. a été élue par le Congrès, un Bureau National élu par la D.P.N. ; il n'a pas tenu à la majorité qu'il ne soit pas ouvert à d'autres courants. On peut critiquer son action, ses prises de position, c'est évident. Mais on ne saurait consacrer l'essentiel de l'activité des militants à une telle critique, sans

mettre en cause l'avenir même du parti. Pour les camarades de la G.R. et certains camarades qui ont rédigé le texte 5 pour le dernier Congrès, le Bureau National est devenu l'ennemi de classe qu'il faut abattre pour donner libre cours au mouvement révolutionnaire. Est-ce admissible ?

La lettre du Bureau National publiée dans ce numéro de « T.S. » essaie de faire le point. C'est désormais aux sections et aux fédérations de prendre leurs responsabilités tant en ce qui concerne l'action militante que les exigences de la démocratie interne. Nous n'admettons pas que le P.S.U. devienne un parlement de la V^e République où des alliances d'un jour viennent renverser le gouvernement pour mettre à la place d'anciens ministres. Le Bureau National n'est que l'exécutif d'une direction politique dont la majorité et l'orientation ont été fixées par les militants eux-mêmes. Il est composé de militants révolutionnaires qui n'entendent pas se laisser conduire sur la pente où l'on souhaite les entraîner. Contre les campagnes d'intoxication internes ou externes, il n'est qu'un remède : la vigilance et la cohésion de l'ensemble des militants.

Débat interne

De nombreuses lettres et motions sont parvenues au Bureau National à la suite des décisions prises par la D.P.N. des 20 et 21 novembre. Elles reflètent des divergences politiques, mais aussi des différences d'interprétation des décisions sur la démocratie interne.

Il est impossible de publier l'ensemble de ces textes qui couvriraient plusieurs pages de « Tribune Socialiste ». Néanmoins à titre indicatif, il nous a semblé utile de fournir ici trois motions différentes qui proviennent de sections appartenant à la même fédération (Nord-Pas-de-Calais).

Section de Croix-Wasquehal-Marcq

Le bureau de la section de Croix-Wasquehal-Marcq, réuni le 13-12-71 :

1. déplore la situation créée d'une part :
 - par les menaces d'exclusion des instances nationales
 - d'autre part :
 - par les menaces de scission au sein du parti.
2. constate la totale désapprobation de la base militante de la section à l'égard de ces querelles, dues, peut-être, à des motifs

sincères, qui mettent en péril l'UNITÉ du parti, et en difficultés les militants en lutte.

3. souhaite vivement la fin de ces dissensions qui compromettent gravement l'orientation ouvrière et révolutionnaire du parti.

4. considère que la libre discussion interne, indispensable dans une organisation démocratique, NE DOIT JAMAIS entraîner la ruine de celle-ci.

Le bureau de la section de Croix-Wasquehal-Marcq.

Section d'Armentières

La section d'Armentières, après avoir pris connaissance des décisions de la D.P.N. et réfléchi sur l'action locale des militants G.R. dans la section et la fédération, a adopté, le jeudi 9 décembre, le texte suivant :

— Les reproches adressés à la G.R. sont sans fondements et sans preuves.

— La G.R. n'a jamais été une fraction dans le P.S.U., c'est-à-dire un groupe qui chercherait à s'emparer de la direction d'une organisation pour imposer une ligne distincte de celle votée en congrès.

— Par contre, la G.R. n'a fait qu'essayer de se battre politiquement pour susciter un débat et poser les vrais problèmes. Elle a agi en TENDANCE. Agir à son encontre de façon répressive et bureaucratique revient à refuser le droit de tendance dans le Parti.

— La section d'Armentières s'élève contre l'attitude du B.N. et de la majorité de la D.P.N. vis-à-vis de l'union de la gauche, qui

est directement en contradiction avec les décisions du congrès de Lille :

● Rencontres avec le P.S., en dépit d'une décision contraire de la D.P.N.

● Discours à Toulouse, affirmant qu'il fallait « reconstruire la gauche ».

● Message inopportun de soutien à Allende, en commun avec le P.C.F. et le P.S.

● Déclarations de Michel Rocard au « Nouvel Observateur » : P.S.U. = M.I.R.

— Elle remarque que là où le travail militant du Parti est le plus important (entreprises, paysans, répression, etc.), il n'y a pas d'incompatibilité entre l'appartenance au courant G.R. et au P.S.U. dans la mesure où le B.N. a été depuis Lille incapable de jouer son rôle de direction politique.

— En conséquence, elle considère comme nulles et non avenues les décisions éventuelles d'exclusion de camarades de la G.R.

Section de Maubeuge

Motion votée à l'unanimité par la Section de Maubeuge du P.S.U.

Nous dénonçons l'emploi, dans le débat actuel à l'intérieur du Parti, d'un VOCABULAIRE INADMISSIBLE.

« Le groupe Rocard » (cf. groupe Marchais), les mesures scélérates (cf. lois scélérates 1890-94), la normalisation (cf. Pragué).

Nous ne croyons pas que ces outrances verbales soient de nature à faire avancer le débat. Pas plus que des affirmations sommaires du genre de celles qu'on rencontre dans le texte de « T.S. » du 2 décembre, sous la signature des camarades ex-texte 5, la crise du mouvement révolutionnaire : « Les révolutionnaires du P.S.U. sont battus à Lille... ». Merci pour la majorité des camarades du Parti ainsi rangés — pour le moins — dans le camp des non-révolutionnaires. Nous ignorions que pour obtenir le label « révolutionnaires garantis » il fallait être agréé par les camarades du texte 5.

Ces outrances verbales couvrent parfois DES ATTAQUES GRATUITES ou malhonnêtes. Ainsi, l'article du « Monde » du 11 décembre est une opération malhonnête prêtant au B.N. — en toute connaissance — des intentions qui ne sont plus les siennes (voir la motion ci-jointe et T.S. du 2 décembre). Nous avons été pour le moins surpris de recevoir un Echo « monocoloré » qui ne favorise nullement le débat politique à instaurer dans le Parti. Nous remarquerons qu'il a fallu :

— cinq mois pour que l'Echo Fédéral publie les textes de l'A.O.P. fédérale (chacun sait pourtant tout l'intérêt que B.F. portait aux A.O.P. !).

— 3 mois pour recevoir le compte rendu du congrès de Bruay.

— 3 jours pour l'Echo Fédéral anti-Rocard.

Tout cela nous paraît désolant dans l'état de faiblesse du Parti. (Cette faiblesse ne date pas de juin et nous n'admettons pas que la responsabilité en soit rejetée sur le nouveau B.N.).

Pour la suite du débat politique dans le renforcement du parti :

Il est évident que les directives données à la Direction Nationale par le congrès de Lille sont pour le moins confuses et peuvent permettre la poursuite d'une guéguerre stérile et animée par la minorité actuelle

et qui conduirait inmanquablement le Parti à la liquidation.

Il est évident également qu'il est hors de question de demander aux camarades minoritaires de revenir sur leurs analyses d'avant le Congrès et de renoncer à les voir triompher à l'intérieur du Parti.

Il y a, selon nous, deux façons de voir réglée la question de la direction du Parti :

la première consiste à écarter suffisamment de camarades pour se retrouver majoritaires (ou incontestés) dans un P.S.U. groupuscularisé.

— La seconde consiste à faire un minimum de confiance aux camarades du Parti et à POURSUIVRE LE DEBAT POLITIQUE A PARTIR DE SES PROPRES ACTIONS ET NON EN POURSUIVANT LA DENONCIATION SYSTEMATIQUE DES INTENTIONS PRETEES AUX AUTRES.

C'est, à notre avis, la seule voie qui permette l'unification du Parti dans son renforcement.

Nous ne donnerons qu'un exemple : à entendre les camarades minoritaires, la direction actuelle veut liquider le secteur entreprises pour pouvoir plus facilement poursuivre ses magouillages avec la direction de la C.F.D.T. dans la perspective d'une entrée dans l'union de la gauche. Bien — admettons. Nous suggérons donc aux camarades qui disent cela un bon moyen de faire échec aux manœuvres du « groupe Rocard » tout en renforçant le P.S.U. : qu'ils créent — on voit mal comment le B.N. pourrait les en empêcher — une cinquantaine de groupes d'entreprises P.S.U. dans la fédération, d'ici le prochain congrès. Ils auront ainsi fait la preuve de la justesse de leur position et auront — du même coup — réglé la question de la majorité dans le Parti.

Notre motion étant, bien évidemment, « droitiste » et « basement réformiste » nous nous permettons de rappeler que nous sommes la seule section de la fédération qui ait mené une action de masse depuis le dernier congrès — Hautmont, vous connaissez ? —

Nous sommes parfaitement conscients que ceci est hors sujet et que notre procédé est dégueulasse ; mais pourquoi ne rappellerions-nous pas nos titres de gloire — assez récents — quand d'autres nous racontent encore Caterpillar deux ans après ; et alors qu'ils n'y étaient même pas.

SUR l'A.O.P. d'Évian

A la suite de l'article « Luttes contre le réformisme sans céder au sectarisme » paru dans l'encart-militant de T.S. n° 516 du 2 décembre 1971, nous tenons à apporter les précisions suivantes :

— il est très agréable pour les militants du groupe d'entreprise Cachat et de la section du Chablais de voir qualifier leur travail de « sérieux et patient ». Mais le travail du secrétariat de la commission nationale entreprise est-il aussi « sérieux et patient » ?

Fin août et début septembre, au moment de la lutte à Évian, nous avons essayé plusieurs fois par téléphone et par lettre de contacter des responsables de la C.N.E. Nous n'avons eu aucune réponse.

Estimant qu'il était politiquement indispensable que le P.S.U. présent dans la lutte intervienne au plan national pour soutenir le combat des travailleurs et nous permettre d'avoir des contacts avec les groupes ou sections d'entreprises du trust B.S.N., nous nous sommes alors adressés au Bureau National. Est-ce là « une tentative fractionnelle pour court-circuiter la C.N.E. » ?

D'ailleurs la C.N.E. était représentée à l'A.O.P. du 3 octobre par un camarade membre de son secrétariat et du B.N.

Quant au qualitatif de « meeting dominical propice aux considérations plus ou moins philosophiques sur les fatigues des populations ou les qualités d'âme des ministères de l'Intérieur », ou bien nos camarades sont mal informés, ou bien ils sont de mauvaise foi, ou bien ils font preuve de pratiques staliniennes qui consistent à tronquer l'histoire pour aboutir à une démonstration ou à une accusation mal fondée.

Il y a eu deux choses, le dimanche 3 octobre, à Thonon :

Lettre à un notable du P.S.

Les débats internes au P.S.U. provoquent diverses réactions à l'extérieur. Par exemple dans le journal socialiste du Tarn, un responsable du P.S. appelait les militants du P.S.U. à rejoindre désormais le P.S. Voici la réponse du secrétaire fédéral du Tarn.

Monsieur le Rédacteur en chef

Le Républicain du Tarn a publié le 19 novembre un article intitulé « Malaise au P.S.U. » signé Daniel Courbou. Je suppose que la conception que vous avez de l'information démocratique vous fait admettre le droit de réponse afin d'éclairer vos lecteurs.

Daniel Courbou faisant écho à une campagne de presse, s'appuie sur le manifeste « le Socialisme pour aujourd'hui » signé par un certain nombre de P.S.U. pour ironiser sur les contradictions de notre parti, spéculer sur son éclatement et les intentions de son secrétaire général, enfin appeler nos militants, particulièrement les intellectuels à rejoindre le P.S.

1. On a beaucoup grossi l'importance du manifeste. Il n'y avait parmi les signataires de celui-ci aucun membre de la direction du P.S.U. D'ailleurs de nombreux signataires du texte ont fait savoir leur accord avec Vidal Naquet co-signataire qui a écrit dans « Le Monde » du 15 novembre : « Je n'ai signé et ne signerai aucun texte qui puisse être interprété comme un geste en direction du P.S. ». C'est notamment la position de Borella et Laurent Schwartz dont vous avez cité les noms.

2. Il m'est facile d'ironiser à mon tour sur les contradictions du P.S. qui comporte toujours d'anciens colonialistes comme Lejeune et Lacoste, ou bien des hommes qui penchent au centre comme Defferre et Chandernagor. Votre dernier congrès a montré ce que pouvaient donner de telles contradictions : Mitterrand est devenu se-

d'une part une A.O.P. qui a réuni pendant toute la journée une soixantaine d'ouvriers, paysans, animateurs du Comité de soutien, militants politiques et syndicalistes. Cette A.O.P. a permis de tirer les enseignements de la lutte à la Cachat. La presse bourgeoise (« Le Monde » en particulier) n'en a pas rendu compte.

— d'autre part une réunion publique qui s'est tenue en fin d'après-midi. Au cours de cette réunion qui regroupait plus de deux cents personnes, le secrétaire national du P.S.U. a développé à la demande de la section du Chablais les thèmes suivants :

— les luttes à la rentrée et le malaise social ;

— la crise monétaire ;

— le malaise de la police.

Au cours de cette réunion publique ont été exposées également les conclusions de l'A.O.P. qui venait de se terminer.

Nos camarades censeurs devraient chercher leurs informations sur le terrain, auprès des militants ouvriers et paysans plutôt que dans « Le Monde » ou dans la presse bourgeoise. Pour les aider à une meilleure compréhension de cette situation, le groupe d'entreprise Cachat et la section du Chablais sont en train de publier une brochure sur la lutte à la Cachat et sont prêts à les accueillir sur place pour de plus amples explications.

D'ailleurs l'A.O.P. du 3 octobre comme les déclarations de Rocard sont très utiles pour une prise de conscience révolutionnaire et l'avancée du parti dans la région, comme l'ont été en novembre 1970 la réunion ouvriers-paysans de Thonon et le meeting d'Annecy avec Bernard Lambert.

Section P.S.U. du Chablais.

P.S. — Nous tenons à ce que cette mise au point soit publiée dans Tribune Socialiste.

crétaire national du P.S. en s'appuyant à la fois sur son extrême-gauche et sa droite, le courant Defferre. Dernièrement vos sénateurs ont voté pour le trististe Poher à la présidence du Sénat. S'il y a des divergences de sensibilité au P.S.U., des appréciations tactiques différentes, ce qui est normal dans un parti démocratique, il y a pour l'essentiel un large accord sur la construction socialiste qui ne peut résulter que des luttes de masse des travailleurs.

3. Il était peu sérieux de spéculer sur les intentions de Michel Rocard, secrétaire national du P.S.U., qui, huit jours plus tard, présidait une réunion de la direction de notre parti, lançant « l'élaboration collective d'un programme de transition à partir de l'expérience des travailleurs en lutte ». A vouloir parler du P.S.U., mieux vaudrait analyser les déclarations politiques de ses organes responsables.

4. L'article de Daniel Courbou appelle les militants du P.S.U., tout particulièrement les intellectuels à rejoindre les rangs du P.S. Voulez-vous plumer la volaille ? Je laisse juges vos militants et vos lecteurs sur la valeur du procédé et sur le jour que de telles pratiques jettent sur vos propos quand vous parlez d'unité. Votre sollicitude est bien grande pour les « intellectuels » du P.S.U. Minoritaires dans notre organisation ils n'y ont aucun statut spécial, mais ont simplement la place qui leur revient en raison de leur militantisme et des luttes qu'ils animent.

Enfin pour terminer, les termes de cette lettre ont été approuvés à l'unanimité par le conseil fédéral du Tarn du P.S.U. du 12 décembre. Ce qui explique la date de cette réponse que nous avons voulu collective.

Salutations socialistes.

André Croste,
Secrétaire fédéral du Tarn du P.S.U.

Réforme ou révolution : tous les militants ont droit au débat politique

Depuis que le mouvement ouvrier existe, il a eu, à chacune des étapes de son histoire, à trancher entre deux voies : la voie révolutionnaire et la voie réformiste.

Depuis mai 1968, le P.S.U. avait commencé à s'insérer dans le camp révolutionnaire sous la pression du mouvement des masses. Mais le débat entre réformisme et révolution était bien loin d'y être tranché, comme les résultats du congrès de Lille le montrent bien.

Ce débat, le B.N. veut le remplacer par une procédure disciplinaire : « Faute d'une décision collective ou d'une lettre individuelle, les camarades qui entendent se conformer à la résolution votée les 25 et 26 septembre seront traduits par le Bureau National devant la Commission nationale des conflits conformément à l'article 3 et à l'article 29 des statuts. » (Résolution de la D.P.N. du 21 novembre 1971.)

Devant le refus opposé par un très grand nombre de camarades à de telles méthodes, le B.N. opère dix jours plus tard un recul tactique : « Plutôt que de prendre une mesure disciplinaire sur la base de textes pourtant rendus publics depuis un mois et déjà entrés dans les faits, plutôt que d'appeler les militants G.R. à s'expliquer dans le secret d'une commission des conflits, le Bureau National avec la majorité de la D.P.N. leur demande de s'expliquer politiquement devant le parti tout entier. » (T.S. n° 516)

Ce recul ne doit pas faire illusion : il s'agit simplement pour le B.N. de préparer le terrain pour des mesures d'exclusion.

En effet, quel type de débat propose le B.N. ? La petite guerre des communiqués et des textes à l'intérieur de « T.S. », et des rencontres « au sommet » entre le B.N. et de prétendus dirigeants de la G.R. « au meilleur moment et au meilleur endroit » (Lettre de Chapuis du 7-12-1971.)

Pour nous, le débat qui nous semble fondamental est engagé depuis longtemps dans les groupes de base du parti et à partir des problèmes concrets posés par la pratique quotidienne. La tâche actuelle, c'est de l'organiser et de l'intensifier, et nous n'attendons pas le B.N. pour prendre en main cette tâche.

En ce qui concerne la forme du débat, nous pensons :

1) Qu'il doit avoir lieu dans tout le parti et à tous les niveaux du parti. Nous sommes prêts à répondre à tous les camarades qui voudraient connaître nos positions et notre pratique (communication des bilans de lutte, déplacements éventuels, etc.) : là où il y a discussion sur le G.R., il est normal que nos positions puissent être défendues.

2) Qu'il implique une liberté d'expression effective dans les organes nationaux, fédéraux et locaux du parti.

3) Qu'il doit se développer de façon suffisamment approfondie pour conduire à un résultat politique — un choix clair entre deux lignes — et non pas à des mesures disciplinaires. En effet, on ne discute pas sous la menace : le B.N. est-il prêt à s'engager à ne prendre aucune sanction ?

Telle est notre conception du débat : les camarades qui s'opposeraient au libre déroulement de la discussion se mettraient eux-mêmes en contradiction avec cette nécessité reconnue du débat politique.

En ce qui concerne le fond du débat, il ne saurait porter en premier lieu sur la question posée par le B.N. : « La G.R. existe-t-elle, oui ou non, une organisation politique autonome ? » car ce serait faire passer les questions d'organisation avant les questions d'orientation politique.

Or le fond du problème aujourd'hui, c'est bien l'orientation donnée par le B.N. à l'action du parti, et qui consiste à mettre le parti à la remorque de « l'union de la gauche ».

Procès d'intention, diront les membres du B.N. Bien entendu, cela ne se fait pas ouvertement et se cache sous un verbalisme

« de gauche ». La ligne votée à Lille restait assez équivoque pour pouvoir tromper un certain nombre de camarades, mais l'orientation effectivement appliquée, elle, est claire. Voici des faits :

1) Rencontre avec le P.S., sur laquelle même les membres de la D.P.N. n'ont eu aucune information précise.

2) Participation au cartel de soutien à l'Unité Populaire Chilienne avec le P.C., le P.S., la C.G.T. et la C.F.D.T., alors qu'on sait l'exploitation que ces organisations font des événements du Chili pour faire avancer leur politique d'« union de la gauche ».

3) Déclarations de Rocard à Evian : « On peut imaginer peut-être une société sans armée. Sans police, ce n'est pas possible... Il y a eu des ministres de l'Intérieur propres et respectables. » (« Le Monde », 5 octobre 1971, p. 12.)

4) Electoralisme effréné, et tractations électorales douteuses (élections sénatoriales des Côtes-du-Nord, élections législatives de Royan).

5) Enfin et surtout, conférence de Rocard à la C.F.D.T. le 18 novembre 1971, dont la publication intégrale dans T.S. serait nécessaire. Nous n'en citerons, faute de place, que quelques extraits :

« Le congrès avait tranché le débat entre les options de Behar sur le problème des syndicats et celle du courant majoritaire, qui fut probablement le débat le plus important du congrès ». Or tout le monde sait bien qu'au Congrès de Lille, sur le problème des syndicats, c'est la position défendue par Leucate (et soutenue par Behar) qui l'a emporté de loin sur la position de la direction actuelle, défendue par Garnier, et sur la position présentée au nom de la G.R. par Peurière. Comment des camarades qui profèrent de tels mensonges peuvent-ils exiger ensuite qu'on respecte leur discipline ?

« Le problème déterminant nous est posé par la tentative d'accord de la gauche, de Marchais et Mitterrand. Il est incontestable que la classe ouvrière et d'une façon générale les masses populaires sont très attachées à l'espérance unitaire. Une des décisions du Congrès est sur ce point de ne pas condamner cette espérance unitaire en tant que telle et de ne pas l'attaquer de front, ni dire par exemple : pour nous, Mitterrand : Pompidou « mais de peser de manière ferme pour que cette dynamique unitaire si elle se produit ait un contenu réellement socialiste. »

« C'est à ce moment-là que le rôle du P.S.U. pourra devenir déterminant pour traduire en termes politiques cette espérance (des travailleurs) et la greffer sur le projet unitaire. »

« Recréer en France une force politique socialiste ayant le courage militant des courants révolutionnaires trotskystes et maoïstes, ayant la capacité organisationnelle du P.C., ayant l'habileté et la souplesse tactique de la social-démocratie, sans jamais se laisser engluier dans le réformisme (sic), c'est non seulement une affaire de longue haleine, c'est plus encore une culture nouvelle politique à créer. » (C'est nous qui soulignons).

Il est clair que tous ces faits, ces initiatives, ces déclarations ont pour seule perspective une politique de parasitage de « l'union de la gauche ».

Or pour nous c'est le combat révolutionnaire qui est l'objectif essentiel. Nous sommes au P.S.U. parce que, depuis mai 1968, le P.S.U. avait commencé à s'insérer dans le camp révolutionnaire. Mais dans la mesure où cette insertion est remise en cause sur le plan national et, dans de nombreux cas, sur le plan local, dans la mesure où le P.S.U. tend ainsi à redevenir un instrument au service du réformisme, le travail révolutionnaire devient pour un militant P.S.U. de plus en plus difficile. Or nous n'acceptons pas de renoncer à ce travail en attendant (vainement) que des discussions d'appareil viennent changer cette situation.

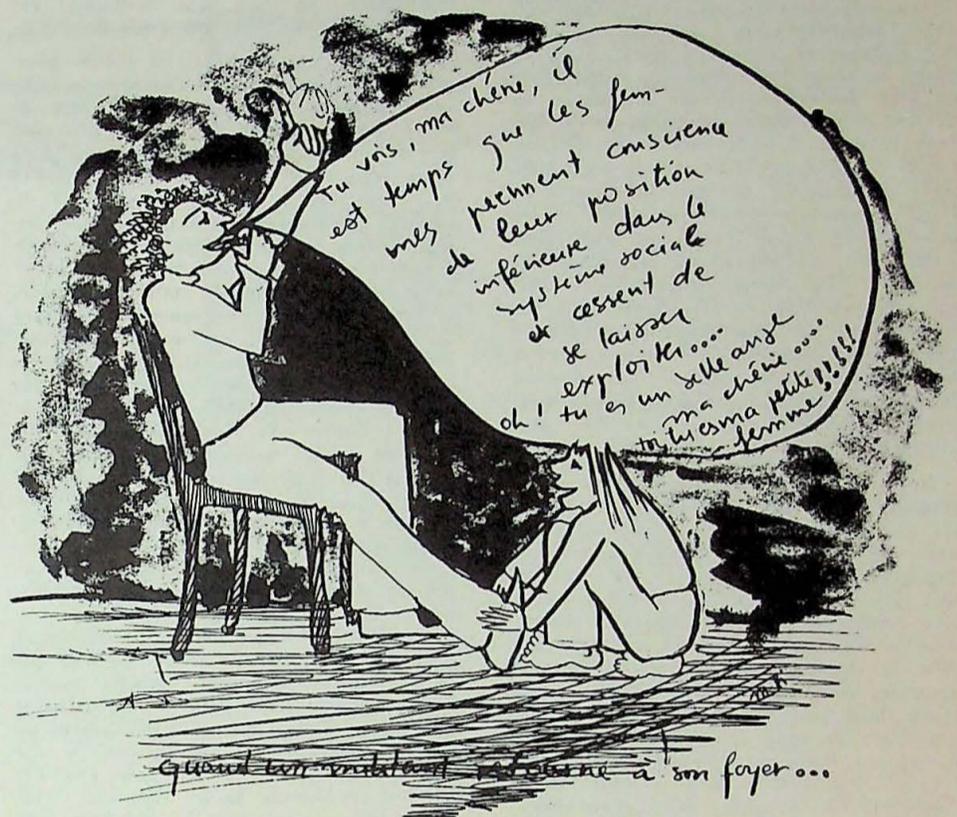
C'est pour cela que dans de nombreux endroits, face à un appareil droitier qui bloque toute pratique de masse, nous sommes amenés à développer des groupes autonomes capables de poursuivre ce travail révolutionnaire. C'est aussi pour cela que, en tant que courant, nous affirmons notre volonté d'être autonomes par rapport à toute orientation réformiste.

Nous sommes au P.S.U. : le Bureau Na-

tional espère peut-être que nous allons lui laisser le champ libre, mais il prend ses désirs pour des réalités. Nombre de camarades à l'intérieur du parti sont des militants révolutionnaires et prennent progressivement conscience de la véritable nature de la politique du Bureau National : avec ces camarades, nous entendons bien continuer le combat.

Les militants de la G.R.

Il reste des numéros "Femmes" à diffuser



Contre un processus d'autodestruction du P.S.U.

Bernard Lambert et Henri Leclerc

La résolution votée lors de la dernière Direction politique nationale du P.S.U., menaçant de traduire devant la Commission des conflits les signataires du Manifeste pour un Socialisme d'aujourd'hui et les militants de la tendance Gauche révolutionnaire du Parti nous paraît d'une gravité exceptionnelle ; elle met en cause notre conception du Parti, elle risque de donner du P.S.U. dans les secteurs où nous sommes l'un et l'autre engagés une image sectaire d'un groupe préoccupé de luttes intestines, d'exclusives, de pureté doctrinale, de « clarification » orthodoxe ; en un mot pour chaque militant du P.S.U., l'adversaire principal ne serait plus le capitalisme mais celui qui à l'intérieur même du Parti ne s'alignerait pas strictement sur les orientations tactiques, stratégiques et programmatiques de l'actuelle majorité.

Nous tenons à préciser que pour nous le problème ne se réduit pas à une question de personne. Nous n'avons aucune animosité individuelle envers le secrétaire national ou les membres de son Bureau national. Nous ne prétendons pas qu'ils sont des « social traités » voire des fascistes tout juste bons à jeter aux poubelles de l'histoire. Nous sommes en désaccord politique avec eux mais nous cherchons dans les secteurs répression et paysan à maintenir la liaison et le travail commun avec le Bureau national. Nous ne prétendons pas ne pas commettre d'erreurs et nous connaissons celles, que nous avons commises. Mais nous tenons à situer le problème à un niveau plus global. La crise actuelle est beaucoup plus grave qu'une simple querelle de leaders, elle est le reflet d'une maladie dont sont atteints tous les mouvements révolutionnaires des pays occidentaux.

Dans les pays développés, nous savons que la social-démocratie et les partis com-

munistes influencent profondément de larges couches de la population et plus particulièrement de la classe ouvrière. Par un processus constant de dégradation de leurs perspectives révolutionnaires, ces organisations constituent maintenant des appareils électoralistes visant à une prise du pouvoir par les voies légales et à une gestion « sociale » du capitalisme, formant des sortes de contre sociétés qui rassurent leurs militants en leur offrant un groupe sécurisant plus préoccupé de son propre développement que d'action révolutionnaire. Et le programme fourre-tout du P.C. refusant de placer les luttes ouvrières et paysannes au centre du combat pour la destruction du capitalisme en est le résultat. Devant cette situation, divers groupes d'extrême-gauche ont cherché à exprimer et à organiser cette espérance révolutionnaire trahie. Cette recherche liée à une pratique plus ou moins intense a permis de préciser peu à peu les formes d'action et les données théoriques dont a besoin le mouvement révolutionnaire pour adapter à la situation actuelle sa tactique, sa stratégie. Personne ne peut aujourd'hui prétendre que cette tâche est achevée et qu'est venu le temps de la « clarification ». L'extrême Gauche révolutionnaire des pays occidentaux a été incapable jusqu'à ce jour de se donner les moyens organisationnels, les structures ouvertes qui la rendraient crédible aux yeux des masses. Périodiquement des groupes de dirigeants veulent opposer à l'ensemble du mouvement leur « vérité », fermant la porte aux débats, aux recherches collectives, aux expérimentations qui permettent de préciser peu à peu la ligne juste. L'acquis collectif du P.S.U. est riche parce que ce Parti est le seul qui jusqu'à maintenant avait réussi à rester ouvert tant pour le débat intérieur que par rapport aux groupes et aux militants extérieurs. Va-t-on maintenant faire de l'introspection, faire des militants révo-

lutionnaires à l'intérieur ou à l'extérieur du Parti, les adversaires principaux ? Alors, comme les autres groupes révolutionnaires des pays occidentaux, la « clarification » se fera : le Parti éclatera, s'atomisera et disparaîtra. Nous ne le voulons pas.

Nous refusons une « démocratie interne » qui aurait pour effet d'interdire les recherches, les formes d'expression qui n'émaneraient pas directement ou ne rentreraient pas strictement dans la ligne de l'actuelle majorité. Nous refusons une théologie de la révolution. Mais beaucoup plus que la démocratie interne c'est une certaine conception du Parti qui est en cause. Nous ne voulons pas d'un petit Parti d'appareil dont l'importance se mesurerait au nombre d'auditeurs dans les meetings, à la place qu'obtiendrait dans la presse telle ou telle déclaration de ses dirigeants, au nombre et à la durée des réunions du Bureau national, à la fréquence des rencontres avec d'autres organisations politiques ou syndicales. Ce qui fait la force d'un Parti révolutionnaire ce ne sont ni les habiletés de ses dirigeants ou leur influence ni les subtilités de ses manœuvres au sommet. Nous voulons que notre Parti soit fort de son enracinement dans les masses, qu'il devienne l'instrument de combat ouvert, alimentant les luttes par sa réflexion théorique, vtrifiant dans l'action la justesse de ses axes stratégiques qu'il propose, indispensable à ceux qui sont engagés dans l'action révolutionnaire.

Nous ne refusons pas les tensions même fortes qui ne font d'ailleurs que traduire les recherches nécessaires dont nous venons de parler. Nous avons par exemple combattu sans équivoque la ligne politique proposée par Gilles Martinet. Mais nous refusons de nous laisser enfermer dans le piège des tendances qui prennent vite, la situation actuelle le prouve, un caractère éliminatoire. Si le Parti se bat et se développe sur la ligne définie par ses deux derniers congrès, il n'est pas besoin de mesures judiciaires pour que ceux qui iréfusent la ligne révolutionnaire choisissent soit de partir, soit d'abandonner une voie contraire à l'action du Parti et à la pratique quotidienne de ses militants. Encore faudrait-il pour cela que le dialogue avec François Mitterrand ne se substitue pas aux orientations claires du congrès.

Mais si la menace d'exclusion de Gilles Martinet est grave pour l'image du Parti et la conception que nous avons du type de débat nécessaire, elle l'est forcément moins au niveau de l'action sur le terrain des luttes puisque les militants qui le suivent en sont absents la plupart du temps. En ce qui nous concerne, en tout cas, nous ne les avons guère rencontrés dans nos secteurs d'activité. La menace qui pèse sur les militants de la Gauche révolutionnaire nous semble autrement grave pour le Parti et notre action militante collective. Nous n'appartenons pas à cette tendance. Nous sommes en désaccord avec certaines de ses orientations politiques. Nous réprouvons le sectarisme et le dogmatisme de certaines de ses résolutions. Nous pensons que certains de ses militants ont commis de graves erreurs politiques, qu'ils se sont parfois rendus insupportables en voulant apparaître en donneurs de leçons, opposant leur militantisme intensif à des militants ouvriers ou paysans écrasés par ailleurs de charges familiales ou de contraintes découlant d'un travail épuisant ; ils ont parfois agis comme si leur rôle consistait à apporter de l'extérieur ce que la classe ouvrière doit croire et pratiquer pour être sauvée. Nous les avons alors combattu politiquement mais nous pensons que le dia-

logue, la confrontation avec eux est nécessaire. Souvent, ils nous ont obligé à remettre en cause nos pratiques, nos orientations, nos conceptions. Nous pouvons témoigner, dans la plupart des cas, de la qualité et du courage de leur combat. Nous disons par expérience que leur action s'est toujours située au sein du Parti même lorsqu'il s'agissait d'appliquer les directives du congrès, d'ouverture vers l'extérieur. Nous savons qu'ils sont capables comme ils l'ont fait à la Commission nationale agricole, d'un apport théorique sans sectarisme. Nos camarades de la G.R. sont parfois insupportables. Ils sont souvent exemplaires en tant que militants. Ils sont toujours des éléments actifs du P.S.U.

Comment la majorité de la D.P.N. peut-elle engager un processus d'exclusion contre ces camarades ? Comment va-t-on faire le tri ? Va-t-on exiger des reniements sous forme d'autocritique, jouer les inquisiteurs pour découvrir les pensées et les objectifs de chaque militant ? Il est vrai que le concert syndicalo-politique qui fait de l'antigauchisme sa gamme favorite est tentant. Allons-nous devenir des procureurs bourgeois ou des accusateurs staliniens. Jamais le P.S.U. même au pire moment des luttes de tendance n'avait utilisé de telles méthodes. S'engager dans la voie des exclusions qui toucheraient des camarades qui souvent, depuis mai 1968, portent courageusement l'image du P.S.U. dans leur secteur de lutte, c'est démanteler le Parti, c'est rendre inefficace et dérisoire l'action de beaucoup de militants parmi les plus engagés et nous nous sentons directement et personnellement concernés par ces procédés éliminatoires. Parce qu'en fait nous sommes devant la première charrette nous pouvons nous interroger déjà en nous demandant quels sont ceux qui peupleront la dernière. Pourquoi s'arrêter ? Ceux qui approuvent la procédure actuelle sont-ils assurés de leurs lendemains ? Le Parti peut se réduire comme une peau de chagrin ou devenir un groupe de pression pour le soutien de candidats à des fonctions électives ou à des rôles de leader national. Nous avons dit que pour nous le problème était politique et non personnel mais nous sommes en droit de dire à Michel Rocard et à son Bureau qu'ils s'engagent sur une voie qui mène le Parti à sa perte et qui détruira l'espérance révolutionnaire que tant de militants, quelle que soit leur tendance actuelle, avaient placée dans le P.S.U. en mai 68.

Nous n'avons comme ambition personnelle que de servir une cause et une ligne qui nous paraissent justes. Nous sommes convaincus que dans la situation actuelle, seule une réaction massive des militants, par-delà leurs tendances, sera de nature à bloquer un processus d'autodestruction qui n'a que trop duré et dont nous devons faire l'économie pour éviter de nourrir des querelles intestines et de l'inaction qui en découle inévitablement. La Commission des conflits n'est pas l'organe qui clarifiera le débat. Nous devons refuser la procédure engagée et lui substituer le débat politique, qui n'a rien à voir avec cette parodie de débat judiciaire.

Si le Parti ne réagissait pas, s'il laissait la dégradation s'instaurer à tous les échelons, personne ne devrait douter que nous serions solidaires de militants avec lesquels nous n'avons pas toujours été d'accord mais au côté desquels nous avons ensemble mené des luttes au nom du P.S.U. Non, il n'est pas possible que les militants du P.S.U. laissent détruire un outil dont le mouvement révolutionnaire a aujourd'hui besoin. Et par-delà les appareils c'est à eux que nous faisons appel.

Les bons apôtres

Voici donc le Bureau national devant le tribunal ! On vient de lire une plaidoerie habile qui se veut à la fois plaidoerie et accusation. Faut-il prendre ce style et accepter ce qui est en effet « une parodie de débat judiciaire » ? En fait, il s'agit bien d'un débat politique ; pour ces camarades, le Congrès n'est pas terminé, il faut préparer la revanche ou rendre possible des « bons offices » dont le Congrès de Lille s'est finalement passé.

Mais dans un tel débat, il est grave de passer sous silence les faits eux-mêmes et d'oublier l'enjeu du débat. Est-il vrai, oui ou non, qu'il est écrit dans la résolution de l'Assemblée de la G.R. à Lyon en septembre notamment, aux points 5, 6 et 14 (cf. *Bulletin G.R.* n° 6) :

« La victoire de Rocard au Congrès de Lille aboutit à remettre en cause concrètement le début d'insertion du P.S.U. au camp révolutionnaire... »

Face à cette situation, il est du devoir des militants de la G.R. de remettre en cause la situation qui a été la leur depuis un an...

... Ceci passe aussi, à l'étape actuelle, par la nécessité de renforcer la G.R. et de la transformer de pôle idéologique en pôle politique étant ainsi à même de remplir les tâches que la situation exige, par la réorganisation du travail militant autour d'objectifs prioritaires.

La garantie que toutes ces tâches ne tombent pas dans le localisme ou dans le débat entre tendances internes au P.S.U., préparant des échéances tactiques, c'est en effet de maintenir l'unité idéologique de la G.R. d'entreprendre sa transformation de pôle de débat en organisation politique. Elle sera ainsi capable de prendre en charge, au niveau national, la cohérence des positions, la cohérence de la pratique sociale dans la perspective que le pôle révolutionnaire offre une alternative face aux échéances politiques à venir.

Qui est exclu du mouvement révolutionnaire sinon le Bureau national et ceux qui l'ont élu ? Où est le débat ? S'agit-il là d'une tendance du P.S.U. ? ou d'une nouvelle organisation politique analogue à l'Union des communistes français du camarade Badiou ? Qui dans le Bureau national précédait avait demandé l'exclusion de Badiou ? Pourquoi Leclerc juge-t-il inadmissible aujourd'hui l'exclusion de Martinet qu'il demandait naguère au Bureau national ? Ne s'agit-il pas de susciter un courant de droite pour casser la majorité de la D.P.N. et recommencer le Congrès ?

Où sont les purges ? Qui a fait le Bureau national, sinon — comme il est dit dans le texte Lambert-Leclerc — de demander aux camarades de la G.R. soit de partir, soit de changer de voie, dans leur pratique et non d'ailleurs dans leur opinion, à la différence de ce que demandait au Congrès de Lille Michel Fontès pour qui il ne doit exister dans le Parti que deux ou au maximum trois courants ?... C'est une question politique qui a été posée à la G.R. : Quel sens faut-il donner à une résolution qui définit la G.R. non plus comme une tendance mais comme une organisation politique ? Plus conséquents que certains de leurs défenseurs du moment, un grand nombre de camarades de la G.R. ont d'ailleurs réfléchi : leur lettre ne parle plus de la résolution de Lyon !... Pourquoi écrire cette contre-vérité que la D.P.N. a décidé d'exclure le G.R. ? Si le *Monde* a parlé de « menace d'exclusion », c'est en raison même de la déclaration des camarades minoritaires devant les journalistes à l'issue de la D.P.N. et non des textes notés où l'on cherchera en vain ce mot. Faut-il le rappeler ? La Commission des conflits est souveraine : elle ne considère que des « dossiers » et décide elle-même des sanctions éventuelles. Fallait-il ou non casser la résolution de Lyon au « dossier » ? Engageait-elle toute la G.R. ou certains militants seulement ? Telle était la question. Alors pourquoi tout ce battage dont participe la lettre Lambert-Leclerc ? Ne s'agit-il pas de rechercher l'appui mili-

tant de la G.R. dont la vitalité est indéniable, d'utiliser son réseau pour remettre en cause la majorité du dernier Congrès ?

On peut seulement se demander si les militants de la G.R. ont besoin de tels protecteurs. Ils nous semblent capables de prendre position par eux-mêmes : ils l'ont d'ailleurs fait en partie et nous nous en félicitons, attendant de voir ce qu'il en sera exactement dans la pratique. Il faudra peut-être un jour raconter les débats internes des différents courants et les collisions entre tel ou tel courant de courant : mais les militants sont fatigués de ces mini-histoires de mini-appareils. Passons...

Dans le texte Lambert-Leclerc, on trouve une phrase particulièrement grave : « Encore faudrait-il que le dialogue avec François Mitterrand ne se substitue pas aux orientations claires du Congrès. » Dans que l'acte du Congrès ont-ils trouvé que la rencontre avec le P.S. était interdite ? Qui peut accepter l'idée que la rencontre et l'accord sont la même chose ? Qui peut penser qu'un tel accord soit envisagé ? Nous sommes partisans du débat effectif avec le P.S. et non d'une retraite timide et peureuse. Oui, il y a un accord tactique précis avec le P.S. : il concerne les comités anti-mafia, tels que celui de Puteaux par exemple, dont les camarades Mallet et Lambert sont de vigoureux soutiens. Accuser le B.N. de ne pas appliquer les orientations du Congrès aurait mérité que le débat s'ouvre sur ce sujet dans les réunions de B.N. auxquelles Bernard Lambert a eu l'occasion de participer.

Finalement, il s'agit de démontrer que la direction du P.S.U. est identique à celle du P.C.F. dans ses orientations, sa pratique et ses méthodes. Ou nous sommes hostiles à la direction du P.C.F., donc..., etc. Ce syllogisme est commode pour des effets de manche, il a l'inconvénient de faire bon marché des luttes militantes des membres de l'actuel Bureau national comme de la majorité de la D.P.N. Il est à leur égard une injure grave qui met en cause les acquis communs de l'ensemble du Parti... Bernard Lambert et Henri Leclerc sont des militants exemplaires. Ils ont mené et continuent de mener des luttes essentielles. Mais rien ne les autorise à semer le doute sur la valeur révolutionnaire d'autres militants. Nous avons des divergences sur la façon de lutter contre le réformisme. Faire croire que notre position n'est qu'un calcul, un moyen de dissimuler notre prétendu réformisme, c'est créer une équivoque qui affaiblit tout le Parti, à l'intérieur et à l'extérieur. Dans les circonstances actuelles, c'est par là même affaiblir le mouvement révolutionnaire. Il y a des limites à la polémique interne. On peut se demander si, par leur lettre, dont ils ont demandé la publication, les camarades Lambert et Leclerc ne les ont pas franchies et n'ont pas à leur tour transformé en querelles de chiffonniers un débat qui engage en fait tous les militants du Parti. Ceux-ci trancheront.

Pour le Bureau national :
Robert CHAPUIS.

Rectificatif

Du fait du retard de la parution du numéro consacré aux femmes, une erreur s'est glissée dans son éditorial.

Les assises nationales ont été transformées en rencontres nationales (aux mêmes dates), ceci parce que les groupes de base ne sont pas assez avancés ni assez nombreux.

Ces rencontres auront pour but de susciter la création de ces groupes et d'aider leur travail.

Un « Directives » qui doit paraître et que vous pouvez commander directement à *Tribune socialiste* prépare ces rencontres.

Trois thèmes principaux :
— Les femmes dans le travail ;
— Les problèmes des crèches, de la contraception, de l'avortement ;
— L'image de la femme dans le monde capitaliste.

Les assises nationales auront lieu avant la fin de l'année scolaire.

Minorités ethniques

— La rencontre nationale des 29 et 30 janvier aura lieu à Narbonne.

— Les militants P.S.U. occitans, bretons,

basques, catalans, corses, etc. habitant dans la région parisienne sont invités à une réunion le jeudi 6 janvier à 21 h, au siège du P.S.U.

Pour une solidarité politique concrète

Rémy Grillault

Etre solidaire des travailleurs immigrés c'est aussi connaître leurs organisations implantées ou qui tentent de s'implanter parmi eux. Ces derniers temps, beaucoup de bruit a été fait autour d'organisations le plus souvent fantomatiques.

Récemment, un conflit a éclaté à propos de l'Union Générale des Travailleurs Sénégalais en France (U.G.T.S.F.). Conflit entre, d'une part, le Secours Rouge de Puteaux — qui est à l'avant-garde de la lutte contre Ceccaldi-Reynaud — et le groupe « Révolution », et d'autre part la Ligue communiste qui prend la défense de l'U.G.T.S.F. Conflit qui s'est traduit par différents articles contradictoires dans leur presse. Il ne s'agit en aucun cas, pour nous, d'attaquer ou de défendre la personne même de Sally N'Dongo, président de l'U.G.T.S.F. Ce qui est en cause, ce n'est pas une personne mais la ligne politique et le travail d'une organisation. Dans ce but, nous nous baserons sur des faits et non sur quelques racontars, afin d'éclairer les militants révolutionnaires dans leur combat aux côtés des travailleurs immigrés.

Peut-on lutter à la fois contre le néo-colonialisme et collaborer avec lui ?

Il existe en France deux organisations sénégalaises. L'une totalement fantomatique et d'ailleurs inexistante ; l'autre, l'U.G.T.S.F., qui passe pour représenter le « courant révolutionnaire » au sein des travailleurs africains en France. Le vrai problème n'est pas de décerner des titres de « révolutionnaires », c'est d'étudier la pratique et les opinions.

Pour notre part, nous avons lu avec attention le « Livre des travailleurs africains en France », publié par l'U.G.T.S.F. chez Maspero (cahiers libres 172, 173, 1970). Et nous sommes allés de surprise en surprise. « Rouge » a-t-il lu cet ouvrage ? Et si oui, doit-on croire qu'il l'approuve ?

Car si on laisse de côté son aspect descriptif (misère des immigrés, marchands de sommeil, immigration clandestine, etc.) qui, du propre aveu de l'U.G.T.S.F., scandalise même la bourgeoisie, depuis « la Vie catholique » jusqu'à M. Masset, directeur de la Population

et des Migrations (ministère du Travail), il reste un certain nombre de déclarations très franches qu'un militant révolutionnaire peut difficilement accepter...

D'abord, l'U.G.T.S.F. souligne avec une insistance particulière qu'elle est soutenue par le gouvernement sénégalais, et en particulier par Senghor, président fantoche s'il en est, valet patenté de l'impérialisme français. Pire : l'U.G.T.S.F. manifeste clairement sa volonté de collaborer de manière « de plus en plus étroite et fraternelle » avec le gouvernement sénégalais, allant jusqu'à écrire qu'elle existe précisément pour cela ! (Voir extraits ci-contre.)

Ou bien les mots ne veulent rien dire, ou bien ils veulent dire quelque chose. Lorsqu'un homme politique emploie un vocabulaire anti-impérialiste (comme M. Béchir Ben Yahmed, directeur de « Jeune Afrique »), il ne faut pas nécessairement le croire sur parole, surtout lorsqu'il accepte d'être décoré par Senghor (comme M. Béchir Ben Yamed) ! Mais lorsqu'un homme politique ou une organisation proclame franchement sa volonté de collaborer avec un gouvernement néo-colonial fantoche et déclare jouer au surplus du soutien de ce gouvernement, il est bien difficile de douter de sa sincérité...

L'U.G.T.S.F. ne s'arrête pas là : très conséquente avec sa volonté d'aider au développement du Sénégal en « collaboration » avec Senghor, l'U.G.T.S.F. déclare ouvertement qu'elle jouit d'un certain « crédit » auprès du patronat français (voir ci-contre) ! Ce crédit s'est manifesté avec une éloquence particulière à Roubaix en 1965 où M. N'Dongo a mis en place « avec des fonds privés et l'aide de la municipalité » (socialiste ?), (p. 78), un « foyer pilote », présenté comme un cas réussi d'« expérience de cogestion ». La liste des personnalités qui ont participé à la cérémonie d'inauguration se passe de commentaires (p. 163) : à côté de MM. Provo, maire de la ville et N'Dongo, on trouve, entre autres, M. Ibagay, représentant l'ambassade du Sénégal ; M. Doyen, commissaire de police représentant M. Cassier, commissaire divisionnaire ; M. de Saint-Florent, représentant le syndicat patronal du textile ; M. Duprez, du Mouvement des Jeunes Patrons, etc.

Est-ce normal ? Le mouvement révolutionnaire français, qui a su pourtant dénoncer

l'esprit de collaboration de classe du P.C.F., peut-il laisser passer de telles « réalisations » sans réagir ? « Rouge » serait-il pour la « participation » ?

Impérialisme et collaboration de classe

Comment s'étonner après ça que l'U.G.T.S.F. aille jusqu'à conseiller aux travailleurs sénégalais de se soigner afin d'augmenter « leur capacité de travail, donc leur rendement et, finalement, leurs gains » (p. 125) !... « Rouge » serait-il également pour l'augmentation du rendement des travailleurs ?

Que l'U.G.T.S.F. en vienne à envoyer des travailleurs africains en stage agricole auprès de la F.N.S.E.A. (pp. 135 à 156) n'a rien non plus qui doive surprendre. Le livre publié par l'U.G.T.S.F. va jusqu'à reproduire une déclaration de M. Souplet, membre du bureau de la F.N.S.E.A., qui souligne l'importance des conventions de Yaoundé et d'Arusha entre la C.E.E. et vingt et un pays d'Afrique (p. 156).

On nous rétorquera que cette volonté de participation avec le capitalisme français et son valet Senghor n'empêche pas M. N'Dongo de témoigner en faveur des grévistes de « Jeune Afrique ». Certes, mais elle n'empêche pas non plus M. J.P. N'Diaye, avant d'être dénoncé comme « jaune » par le comité de grève de « Jeune Afrique », de faire l'éloge du livre de l'U.G.T.S.F. au moment de sa parution (reproduit dans « Tricontinental », éd. Maspero, n° 2, 1970).

« Rouge » nous répondra sans doute que l'U.G.T.S.F. défend les intérêts élémentaires des travailleurs sénégalais. Mais comment l'U.G.T.S.F. pourrait-elle, à moins d'apparaître ouvertement (et pas seulement dans un livre) comme serviteur du système, ne pas faire au moins le travail que s'efforcent d'accomplir tous les syndicats, fussent-ils aussi réactionnaires que l'A.F.L.-C.I.O. américaine ?

Ni Senghor, ni le patronat français, ni la mairie de Roubaix, ni la F.N.S.E.A. ne se trompent, comme cela ressort clairement du « Livre des travailleurs africains en France » sur la fonction concrète de l'U.G.T.S.F. La luxueuse revue bilingue néo-colonialiste « Continent 2000 » (financée par Mobutu) ne s'y trompe pas non

Qu'est-ce que le Sénégal

Depuis 1960, le Sénégal est, paraît-il, « indépendant ». En réalité, une nouvelle bourgeoisie autochtone, dirigée par Senghor, a remplacé l'administration française. Cette bourgeoisie est placée sous la protection de l'armée française (2.200 hommes). Le néo-colonialisme, c'est l'exploitation accrue des peuples dominés. Elle permet aux capitaux impérialistes de s'introduire dans les campagnes, brisant l'économie locale, réduisant les paysans à la famine et les chassant vers les villes (500.000 chômeurs dans la banlieue de Dakar) où il ne reste plus qu'à puiser parmi eux pour en faire des « travailleurs immigrés ».

Cette accentuation de l'oppression ne va pas sans heurt. Depuis 1970, les troupes franco-sénégalaises occupent et contrôlent la province de Casamance pour faire face à la révolte paysanne. Et à Dakar, à plusieurs reprises (notamment en mai 68 et l'an passé) les étudiants ont connu la répression policière. Quant aux forces syndicales de gauche, elles ont été réduites au silence par tous les moyens.

Le Sénégal est l'image même du succès provisoire de l'impérialisme à son stade néo-colonial : une opinion muselée, une répression à la fois féroce et subtile, une police omniprésente, un chômage croissant, la corruption à tous les niveaux de l'administration, l'allégeance totale à la volonté de la métropole impérialiste, le tout sous la direction d'un chef d'Etat qui ne cache pas son amitié pour ses homologues africains les plus réactionnaires. Ajoutons que le Sénégal constitue, à côté des forces portugaises, une base contre-révolutionnaire dirigée contre la Guinée de Sékou-Touré et le P.A.I.G.C. d'Amilcar Cabral qui mène la guerre populaire en Guinée-Bissau.

plus : dans son dernier numéro, elle reproduit une interview élogieuse de M. N'Dongo sous le titre : « Un homme du tiers monde. Sally N'Dongo : plus je reçois de coups... »

La solidarité internationaliste avec les travailleurs immigrés suppose la dénonciation des organisations qui ont pour rôle d'empêcher ces travailleurs d'accéder à la conscience de classe, des organisations qui conviennent ouvertement ces travailleurs à être de bons petits producteurs « au service de leur pays », c'est-à-dire, concrètement, tant que ce pays est dominé par des valets de

l'impérialisme, au service de l'impérialisme lui-même.

Savoir discerner entre les organisations complices du système et celles qui s'y opposent (telles que l'Union Générale des Travailleurs Réunionnais en France ou la Fédération des Travailleurs d'Afrique Noire Immigrés), c'est le b - a ba de l'action révolutionnaire. Cette conscience politique élémentaire n'est manifestement pas acquise par tous ceux qui entendent lutter pour la victoire du prolétariat. Autant dire que le mouvement révolutionnaire français ne se porte pas très bien...

Quelques extraits du « Livre des travailleurs africains en France »

« Dès sa création en 1962, l'U.G.T.S.F. fut approuvée et reconnue par les deux gouvernements sénégalais et français. Le président Léopold Sédar Senghor a toujours suivi son action avec intérêt, ainsi qu'en témoigne la correspondance que l'association n'a jamais cessé d'entretenir avec lui. » (p. 162).

L'U.G.T.S.F. « existe pour collaborer avec le gouvernement et servir de liaison entre ce gouvernement et les travailleurs qui se trouvent en France. » (p. 186).

« Notre organisation se propose d'œuvrer pour que cette collaboration devienne de plus en plus étroite et fraternelle. Nous avons besoin du concours du gouvernement sénégalais ; le gouvernement sénégalais a besoin du concours de ceux de ses ouvriers qui, actuellement à l'étranger, sont susceptibles d'aider ensuite au développement du pays. » (p. 186).

« Nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir pour intéresser nos compatriotes à la vie et aux problèmes du pays. C'est la seule explication de nos messages et de la sympathie que nous voulons témoigner à M. le Président de la République chaque fois qu'il est de passage en France. » (p. 172).

« Les ressources de l'U.G.T.S.F. viennent des cartes annuelles et des cotisations, des subventions accordées, pendant trois ans, par le gouvernement sénégalais, en la personne du Président de la République M. Léopold Sédar Senghor, seul d'ailleurs à soutenir et à encourager l'action de l'U.G.T.S.F. Ce dont nous le remercions bien sincèrement. Nous avons reçu, également, l'aide privée. » (p. 180).

« Vous savez très bien l'importance de l'Union Générale des Travailleurs Sénégalais en France et le crédit dont elle jouit auprès de notre gouvernement comme des milieux français bien intentionnés, le patronat compris. » (réponse de l'U.G.T.S.F. au consulat du Sénégal, 1965, p. 171.)

La "libération" du Bengale

Jean-Louis Auduc

Assez joué !

Jacques Thibault-Bleibtreu

Jean Verger

« Seigneur, protégez moi de mes amis, mes ennemis je m'en charge. »

(Vieux proverbe arabe.)

Après s'être divertis pendant quelques années à « combattre résolument et héroïquement l'impérialisme américain » par Vietnamiens interposés ; après la gloire dont ils se sont couverts à crier dans la périlleuse Mutualité qu'ils étaient « tous des fedayin » ; après l'admirable mouvement d'héroïsme, hélas trop discret, qui les a poussés à ne rien dire, à ne rien faire quand Brejnev massacrait à Prague, puis à Gdansk, d'incomparables militants révolutionnaires dans et hors du P.S.U. s'offrent le luxe d'être en plus incorruptibles aux séductions pourtant redoutables du Monstre Impérialiste Indien.

Et pourtant : 1 million de morts (au moins) ; 8 millions de réfugiés (au moins) ; 1 général fasciste et massacreur (au moins !) ; 2 pays plongés dans la guerre et la misère ; 3 peuples écartelés, divisés, affamés (Bengalis, Penjabis, Indiens).

Pourquoi ?

Parce que fidèle au « diviser pour régner » l'impérialisme britannique dans le sous-continent comme au Moyen-Orient a dressé l'une contre l'autre deux communautés ethniques et religieuses.

Parce que toutes les grandes puissances (*Chine populaire incluse*) ont utilisé, manipulé, joué de cette division criminelle et première.

Parce que les prétendus mouvements révolutionnaires de la péninsule se sont comportés soit comme des *chauvins*, soit comme des *clients* des grandes puissances (1).

C'est cette situation qui fait que la droite bourgeoise indienne arguant de l'activité fasciste et criminelle du pouvoir Yahia Khan lui-même soutenu par Mao et par Nixon, a pu déclencher une guerre conforme à ses intérêts certes, mais qui sans risques d'erreur est considérée comme *libératrice* par l'immense majorité du peuple du Bangla-Desh.

De même, en effet, que les armées U.S. étaient en France accueillies avec joie puisqu'elles « luttèrent contre Hitler », de même le peuple

martyrisé du Bengale ne peut que se réjouir de voir finir le joug colonial et nazi que lui impose la clique Yahia Khan minoritaire sur l'ensemble du P.A.K.istan.

Mais au-delà ce qui est posé c'est l'impuissance politique de l'extrême-gauche française à répondre aux questions posées par ce drame.

A cela trois raisons :

1) *Le terrorisme* des soi-disant maoïstes pour qui toute position qui ne part pas des affirmations officielles chinoises, est nulle et non-avenue.

2) *L'habileté de maquignon* dont ont fait preuve les dirigeants soviétiques et leurs correspondants en se posant en protecteurs d'un peuple pauvre et massacré. (Il est gênant de paraître, avoir l'air, de sembler dire qu'à midi il fait jour quand c'est Marchais qui le dit).

3) *L'absence d'une position claire* sur les tâches internationales des révolutionnaires dans les métropoles impérialistes.

Ce qui reste par dessus tout c'est que les contradictions de classes n'ont nullement été affaiblies par cette guerre, mais renforcées, que la bourgeoisie indienne et l'Union « Soviétique » ont pu grâce à l'obligeance du bloc Yahia-Nixon-Mao, acquérir une auréole de libérateurs. Et que les États « nationaux progressistes » ont dévoilé lors du vote à l'O.N.U. combien ils étaient faibles, prisonniers du système et incapables de dépasser leur situation de « compradores », les Palestiniens l'avaient déjà appris à leurs dépens.

Nous refusons la résignation sur ce point. C'est parce que nous sommes certains que la révolution en Europe ne pourra vaincre que par les *peuples européens*, que nous haïssons et dénonçons les pratiques de clientèle où que ce soit dans le monde.

Vive le Bangla-Desh libre et socialiste !

Halte à la soumission des révolutionnaires !

Vive la révolution socialiste mondiale !

(1) Ligue Awami client de l'Inde. Parti national Awami de l'U.R.S.S. Naxalites de la Chine.

Henry Rosengart dans « T.S. » du 9 décembre avait ouvert le débat sur la question du Bengale. Le débat se poursuit ci-contre avec un article de Jean Verger et J. Thibault-Bleibtreu. D'autre part, J.-L. Auduc explique ci-dessous l'enjeu politique de la libération du Bengale

D'ACCA tombée, le cessez-le-feu intervenu sur le front occidental entre l'Inde et le Pakistan, il paraît nécessaire de réfléchir à présent aux lendemains de guerre et aux forces en présence.

La facilité de la victoire indienne va sans nul doute renforcer le sentiment belliciste et expansionniste indien. Le prestige personnel d'Indira Gardhi ressort grandi de la guerre, de même qu'un sentiment très fort d'union sacrée. Des circonstances qui pourront permettre à la bourgeoisie et à l'armée indienne d'essayer de liquider l'extrême-gauche indienne.

Le Pakistan, du fait de la politique où l'avait conduit Yahia Khan, semble entrer dans une période de convulsions politiques importantes.

Mais l'élément fondamental pour les militants révolutionnaires reste la population du Bengale Oriental.

Les troupes indiennes — l'ensemble des témoignages le confirment — ont pu facilement remporter la victoire grâce à l'appui rencontré dans la population et aux milices formées par les organisations bengalies.

A l'heure même où Dacca n'est tombée que depuis moins d'une semaine, les premiers problèmes commencent à se poser entre troupes indiennes et bengalies.

Plusieurs zones du nord du Bengale, sous la direction d'éléments révolutionnaires, s'étaient organisées en zones libérées ; le premier travail des troupes indiennes et des éléments bourgeois de la Ligue Awami est de remettre en place l'administration de type féodal et de casser toutes les nouvelles organisations qui avaient été installées.

De même, de peur d'une infiltration révolutionnaire, on parle sérieu-

sement de désarmer les milices bengalies formées dans la lutte.

On a même laissé — de peur de représailles, selon les agences officielles — leurs armes aux soldats pakistanais prisonniers à Dacca.

N'est-ce pas plutôt pour permettre à l'armée indienne et aux pakistanais — réunis cette fois — de retourner leurs armes contre les Bengalis, s'ils refusaient le gouvernement de la Ligue Awami ?

L'Inde, quant à elle, a déjà montré dans les faits quel Bengale elle voulait construire et combien sa politique était — en fait — parallèle à celle du Pakistan.

Les Pakistanais maintiennent en prison le leader bourgeois Sheik Mujibur Rahman. La bourgeoisie indienne met en résidence surveillée le leader paysan révolutionnaire Bas-hini.

Le jour n'est peut-être pas si loin où nous pourrions assister à une sainte alliance contre-révolutionnaire Inde-Pakistan contre les révolutionnaires bengalis.

Nous en avons vu les premiers effets les premiers jours de l'intervention, où plusieurs révolutionnaires bengalis qui avaient pu échapper à la répression pakistanaise, ont été tués par l'armée indienne près de Stylet. Les révolutionnaires naxalites et trotskystes du Bengale Occidental qui ont été pourchassés par l'armée, abattus ou emprisonnés, connaissent bien ces méthodes.

Pour le peuple bengali, donc, la phase de sa libération commence.

Tous les éléments portent à croire que les masses bengalies ne sont pas décidées à s'arrêter dans la marche de leur libération.

Face à l'Inde, face à leur propre bourgeoisie, les Bengalis doivent compter sur notre solidarité.

● Cet article a été écrit avant la victoire des troupes indiennes au Pakistan. Nous n'avons bien entendu rien à modifier à son contenu. Mais la nouvelle période qui s'ouvre pour le peuple bengali sera marquée par l'affrontement avec les dirigeants bourgeois de la Ligue Awami : la mise sur pied du nouvel Etat du Bangla-Desh doit se faire sur la base des Comités de Libération en armes. L'épuration des collaborateurs doit se poursuivre activement. Le peuple bengali doit maintenant exiger le retrait rapide des troupes indiennes.

J. T.-B. et J. V.

Déclaration des mères-célibataires

Les mères célibataires du C.E.T. de Plessis-Robinson sont en grève pour les motifs suivants :

Elles demandent que les filles ne soient plus renvoyées de leurs collèges pendant leur grossesse et après leur accouchement, car la directrice et le directeur refusent qu'une fille enceinte et célibataire suive des cours normaux dans leurs établissements comme le veut la coutume. Ce n'est pas normal que ce soient les parents des mères célibataires qui entretiennent l'enfant et décident de son sort, jusqu'à les obliger à abandonner l'enfant ou de les forcer à ne pas l'abandonner.

Elles voudraient une nourrice mais avec un salaire de 800 F, car c'est ce qu'elles touchent lorsqu'elles commencent à travailler, où iront-elles ? Une nourrice coûte au minimum 400 F par mois. Elles demandent donc d'urgence des crèches. Etant donné que l'avortement n'est pas libre en France, mais qu'en plus le gouvernement veut des enfants, elles sollicitent donc une allocation égale au S.M.I.G. pour subsister. Pourquoi l'avortement n'est-il pas libre et à la portée financière de tout le monde ?

Dans l'immédiat elles demandent d'urgence d'être reçues en délégation au rectorat pour discuter de ce problème scolaire très grave qui se développe de plus en plus en France.

UN ancien couvent sinistre, où chaque année 200 jeunes mères célibataires, renvoyées des établissements scolaires, transitent et reçoivent un semblant de formation.

En 1971, elles étaient plus de 4.000 en France. Celles du Plessis-Robinson sont des « privilégiées » et pourtant elles ont fait grève pour pouvoir, à l'instigation d'une maîtresse d'internat, transmettre au rectorat une pétition du regroupement des mères célibataires.

Aussitôt le plan Guichard est appliqué :

— Télégramme aux parents : « Venir urgent chercher fille », sans explication ;

— Fermeture de l'établissement ;
Réinscription le 3 janvier. Il s'agit de briser le mouvement en renvoyant meneuses et maîtresse d'internat.

Qu'on imagine la réaction des parents très inquiets d'abord à cause du télégramme, puis, souvent, furieux, tel ce père qui a roué de coups sa fille enceinte, en présence de la directrice qui interdisait aux élèves et aux surveillantes d'intervenir (ceci se passe aussi dans les lycées et collèges lorsque les pères sont convoqués pour chercher leur sale gosse de meneur)... Le patriarcat n'est pas mort.

Occupation des locaux

Dès le samedi un groupe de femmes tente d'intervenir.

Le dimanche, elles reviennent en nombre. Il reste 8 pensionnaires : 4 nouvelles arrivées et 4 anciennes qui n'ont pas encore pu être évacuées dans un hôtel maternel.

Dans la soirée une pensionnaire revient accompagnée par son père.



C'est une déléguée des élèves. La directrice avait détruit sous de faux prétextes l'autorisation que lui avait donnée sa mère pour aller porter la pétition au rectorat. Elle fera effectivement partie de la délégation reçue par le recteur Mallet, lundi à 14 h 30.

Dès le dimanche après-midi, à la suite d'échange de coups de téléphone entre un inspecteur d'académie, délégué par le rectorat, en compagnie d'appariteurs, et le recteur, des assurances verbales étaient données à celles qui occupaient le C.E.T.

— Pas de sanction contre les élèves ;

— Pas de fermeture du C.E.T. ;

— Mais un point d'interrogation sur la suspension de la surveillante.

N'ayant qu'une confiance limitée dans ces promesses, l'occupation des lieux est décidée pour la nuit. Le lundi le recteur, dans un but d'apaisement, confirme ces assurances et ne prend pas de sanction contre la maîtresse d'internat.

Que signifie ce mouvement ?

Que la bourgeoisie doit faire face à une contradiction interne au niveau de son idéologie.

— Elle glorifie la maternité, mais elle cache comme des pestiférées les jeunes mères célibataires ;

— Elle interdit l'avortement, mais elle pousse les jeunes mères à abandonner leur enfant, seule solution économiquement possible dans sa société ;

— Elle estime qu'une fille pubère est assez grande pour avoir un enfant et avoir à se débrouiller seule mais la maternité n'apporte légalement aucune indépendance par rapport à l'autorité parentale. Ce sont

souvent les parents qui décident de garder ou non l'enfant, (d'où la demande d'une émancipation par la maternité comme il y a émancipation par le mariage.)

— Elle renvoie les élèves des établissements scolaires, refuse leur réintégration après l'accouchement, et supprime les allocations familiales à leurs parents parce qu'elles ne vont plus en classe !

— Elle prétend donner des chances égales dans ses établissements scolaires aux garçons et aux filles, mais chasse les « objets de scandale » conformément à la coutume. Combien de fils pères ont été renvoyés ?

— Elle sait que ces femmes auront le plus besoin de gagner leur vie mais aucun centre de formation professionnel sérieux et respectant leur liberté de vie privée n'est créé ;

— Elle regrette très sincèrement que de telles choses soient possibles mais ne donne aucun cours d'éducation sexuelle, pas même de morphologie et de contraception, dans ses établissements scolaires ;

— Elle gagne de l'argent en vendant du « sexe » mais considère encore l'acte d'amour comme un péché que l'on doit punir, surtout s'il est commis par des adolescents.

Parce que pour faire croire au socialisme, il n'est sûrement pas utile de présenter un « programme » idyllique. Il vaut mieux prendre en charge ces problèmes quotidiens, ceux qui étouffent chaque individu, et montrer ainsi que pour nous, le socialisme, ce n'est pas vivre mieux, mais vivre autrement.

FEMMES EN LUTTE.

« La phrase exacte du film de M. Maurice Clavel était la suivante : « A une heure où le président de la République confie à un très grand journal américain l'aversion et l'agacement que lui inspire la Résistance française, il est bon que le peuple y pense et en tressaille ».

[C'est le mot « aversion » qui a été supprimé par les producteurs.]

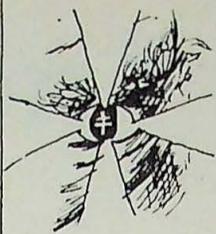
« Je déteste (I hate) toutes ces histoires », dit M. Pompidou au « New York Times Magazine ». Du mot « détester », le dictionnaire Robert donne la définition suivante : « Avoir de l'aversion pour ce qu'on réprouve, ce qu'on n'aime pas. »

Quant au romantisme de la Résistance, les vrais héros et ceux qui se proclament tels... « Je déteste » toutes ces histoires » dit-il, avec un rapide mouvement de la main et un vil déplaisir dans ses yeux brillants, « Je déteste les médailles, je déteste les décorations en tout genre. »

EN ANGLAIS :

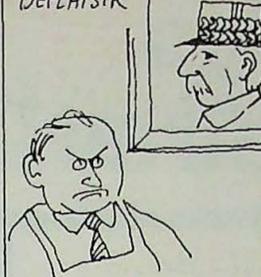
As for the romanticism of the Resistance, the heroes both real and self-proclaimed... « I hate » all that business », he said with a quick wave of his hand and sharp displeasure in his bright eyes, « I hate medals, I hate decorations » of all kinds. »

IL Y A 30 ANS ALORS QUE LA VO N'ETAIT QU'UNE LUEUR



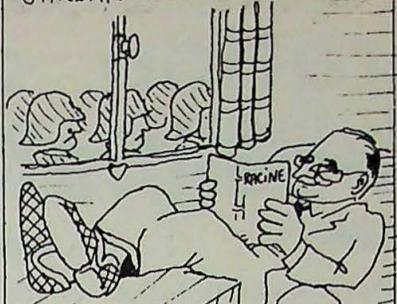
DANS L'OEIL BRILLANT D'UN GENERAL

ET QUE LA RESISTANCE PROVOQUAIT UN VIF DEPLAISIR



DANS LE REGARD DES «B.O.F.»

POMPIDOU DANS LA PENOMBRE GARDAIT L'OEIL TERNE



TOUT AU PLUS S'EXERCAIT-IL

A DE RAPIDES MOUVEMENTS DE LA MAIN



AUJOURD'HUI QU'IL EST DEVENU LE PHARE DE L'EUROPE



ON SAIT QU'IL N'EPROUVE AUCUNE

AVERSION...

AVERSION
AVERSION
AVERSION

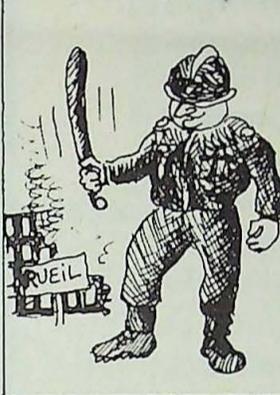
PLAN DE LICENCIEMENT

LORRAINE
12 000
CHOMES
FRANCE
UN MILLION



POUR LES OUVRIERS

POUR LES JEUNES



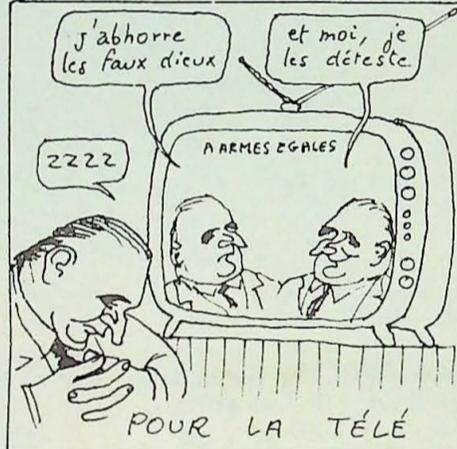
J'aime tout ce business



POUR LE FRIC



POUR L'ANGLETERRE



POUR LA TÉLÉ

POUR LA PRESSE

Soir

La traduction qu'on peut en fournir dépend du sens que l'on donne au verbe « to hate » qui signifie « haïr, détester, exécuter, avoir quelque chose en aversion » mais aussi « être ennuyé par quelque chose, ne pas aimer quelque chose ». La phrase exacte du président de la République, dite en français et reproduite en anglais, ne peut donc pas être retraduite avec certitude.

MAIS QU'ON LUI PARLE DE CEUX QUI SE



PROCLAMENT DES HEROS...

ALORS LA !...



Hexagone ne tourne pas rond

Alain Moutot

PAR un acte symbolique qui situe beaucoup plus le personnage que sa ligne politique, l'esclandre de Maurice Clavel a fait grand bruit dans le landerneau du monde de la télévision. L'effet choc a été indiscutable et spectaculaire et a quelque peu ébranlé le cadre guindé de l'émission « A armes égales ».

Mais rien ne dit que la dénonciation de la censure à la suite de la suppression d'un mot a eu l'impact souhaité sur la masse des téléspectateurs.

La liberté d'expression, ce n'est pas seulement « un principe qui ne se divise pas », comme l'a déclaré Le Monde quitte à offrir ses colonnes, le lendemain, au fief réactionnaire A. Fabre-Luce pour exprimer l'opinion inverse. La liberté d'expression, c'est le combat constant contre le grignotage systématisé de l'information télévisée. L'accrochage d'« A armes égales » et le grand vacarme qu'il a provoqué risquent de faire apparaître la censure comme une exception honteuse et choquante. Plus qu'une affaire Maurice Clavel, il y a un gros dossier censure à l'O.R.T.F.

Le prétexte technique

Une nouvelle et significative pièce peut être ajoutée à ce dossier déjà volumineux, avec ce qui s'est passé vendredi 10 décembre à l'émission de P. Charpy, Hexagone... ou plutôt ce qui ne s'est pas passé.

La condition militaire était le sujet retenu. Plusieurs personnalités dont Michel Debré devaient pendre la parole et au cours de l'émission des liaisons en direct devaient permettre l'instauration d'un dialogue avec des jeunes de milieux différents.

Le 2 décembre la première chaîne prenait contact avec des groupes paysans et notre camarade B. Lambert. Les réalisateurs « d'Hexagone » leur transmettaient le souhait de trouver une ferme près de Nantes pour installer les caméras. De plus la participation des paysans était désirée.

Les paysans se sentaient concernés au même titre que les autres catégories sociales par la question de la place de l'armée dans la nation.

Mais mieux encore, il a semblé à notre camarade Lambert, qu'il était encore plus intéressant de donner une possibilité d'expression à un groupe

de paysans plus spécialement concernés par ce thème : les paysans du plateau de Larzac (Aveyron). On sait que ces agriculteurs vont brusquement perdre à la fois ferme et moyens d'existence par l'expropriation de 170.000 hectares supplémentaires au profit de l'armée. Ceux-ci acceptèrent.

Mais le 8 décembre, 48 heures avant la date prévue de l'émission, les journalistes de l'O.R.T.F. préviennent Lambert que l'émission n'aurait pas lieu « sous sa forme habituelle ». Traduisez : sous de faux prétextes d'obligations techniques, le dialogue en direct est supprimé.

Une caricature navrante

Une intéressante et vivante confrontation sur la nature des rapports entre l'armée et le pays s'aurait possible car, comme Michel Rocard le déclarait lors d'une interview à « Télérama » : « Ne se défend vraiment qu'une nation que le peuple a envie de défendre. » Au lieu et place de cette instructive discussion, il nous a été offert d'assister à un débat censuré avant d'être débat en circuit fermé auquel ont eu accès le ministre et quelques personnalités triées sur le volet. On le savait bien que notre ministre de la guerre était pontifiant, mais cette caricature, cette parodie de débat nous le confirma pleinement. Michel Debré accordait là sa bénédiction d'un sourire complice à un ancien colonel de paras en mal de guerre coloniale quand

celui-ci déclara tout de go qu'il ne faisait pas de politique, mais qu'il démissionnerait si un gouvernement de gauche prenait le pouvoir. Michel Debré acquiesçait du menton quand un commandant de sous-marin nucléaire constatait philosophiquement que la guerre anti-cité avait ses exigences. Par contre Michel Debré avait le sourire désapprobateur quand le progressisme pourtant feutré du représentant des foyers Léo-Lagrange osait avancer quelques remarques sur le temps perdu au service militaire par les jeunes recrues.

Le plus extraordinaire tour de force fut réalisé au cours de cette émission. On glosa des heures durant sur la condition des militaires de métier, le peu de considération qu'ils suscitent, la stabilité de leur emploi, leur désir d'avancement dans la carrière. Pas un mot sur le bidasse, l'homme de troupe, bref le contingent qu'on trouve bien pourtant pour l'envoyer au casse-pipe. Le contingent comme les expropriés de Larzac risquaient fort de gêner la conviction de Michel Debré qu'il manifesta à coups de grandes envolées lyriques et l'obliger d'être plus explicite sur l'insistance de la bourgeoisie à se confier aux soins d'une armée de métier. Mais là où dans le domaine de nos étranges larcames est de ne pas gêner, et surtout pas les princes et autres faux Don Quichotte qui nous gouvernent. □

Ce qui est possible

- Tout le courrier des lecteurs, avec ce qu'il contient en volonté militante,
- La réponse donnée jusqu'ici à l'appel pour la souscription,
- La réflexion qui se produit dans le Parti, à tous les niveaux, sur le contenu et le rôle de *Tribune Socialiste*, montrent à l'évidence que la bataille engagée pour sauver l'hebdomadaire de notre parti répond à une aspiration de nos amis.

Mais il nous faut être clairs :

- il est vrai que la souscription a déjà permis de recueillir 45.020 francs. On est donc presque au quart de l'objectif ;
- il est vrai que les abonnements augmentent à un rythme, heureusement inhabituel : 300 en deux semaines ;
- il est vrai que les lettrés d'encouragement nous parviennent très nombreuses.

Mais nous voulons aller beaucoup plus loin.

- Une nouvelle formule de *T.S.* se prépare. Pourra-t-elle être réalisée ?
- Le journal du Parti apparaît à chacun de nos militants comme indispensable. Prend-il les moyens d'aider à sa transformation ?
- Veut-on oui ou non que *T.S.* soit un élément important dans le développement de l'agitation révolutionnaire dans ce pays ?

Si oui, cela se traduit en chiffres : objectif, 20 millions d'anciens francs.

Si non...

Tribune Socialiste sera sauvée par nous tous. Il doit devenir l'hebdomadaire souhaité par ses lecteurs.

Cela est possible. Mais ce n'est pas certain.

<p>Disques sélectionnés par</p> <p>tribune socialiste</p> <p>LE CHANT DU MONDE</p> <p>dans le catalogue</p> <hr/> <p>POUR LES PLUS JEUNES</p> <p>78.187 - Pierre et le Loup. Récitant : Gérard Philippe sur une musique de Prokofiev. Album disque illustré 28,40</p> <p>L'EXILE</p> <p>74.468 - Mikis Theodorakis. Une musique subversive. Theodorakis dirige ses interprètes favoris : Maria Farantouri et Georges Kapernaros. 24,25</p> <p>DISONS NON</p> <p>74.469 - Raimon. Diguem no. La Catalogne qui ne veut pas que meurent son peuple et sa culture. Textes originaux et traductions. 26,40</p> <p>MOZART BARCHAI</p> <p>78.497 - Symphonie numéro 40. Symphonie numéro 24. Par l'un des plus grands orchestres de chambre Un chef-d'œuvre de la maturité et une ravissante œuvre de jeunesse 38,50</p>	<p>ANTHOLOGIE REVOLUTIONNAIRE</p> <p>74.335 - Chants révolutionnaires du monde. Le groupe 17 interprète tous les grands classiques 26,40</p> <p>L'INSOUMISE</p> <p>74.444 - Colette Magny. Feu et rythme. Une grande recherche musicale au service d'un engagement profond 26,40</p> <p>UN CADEAU DE CLASSE</p> <p>74.490 - 92 - La foire de Sorotchintz. Le dernier opéra de Moussorgski avec la célèbre Nuit sur le mont Chauve par les solistes, chœurs et orchestre de la radio de l'U.R.S.S. 3 disques super-artistiques en coffret luxe 100,00</p>	<p>UN DISQUE ACCUSATEUR</p> <p>74.460 - Libérez Angela Davis tout de suite. Montage des textes et chansons du spectacle du théâtre Gérard Philippe de Saint-Denis 26,40</p> <p>ATTENDU</p> <p>74.457 - Atahualpa Yupanqui : Basta Ya. Un nouvel enregistrement des premiers succès de Yupanqui avec les classiques qui ont fait sa renommée 26,40</p> <p>Rappel des disques précédemment parus</p> <p>74.471 - Soy libre. Soy Bueno. 74.494 - Duerme Negrito. 74.415 - Préguntitas sobre Dios. Textes originaux et traductions sur la pochette. Chaque disque. . . 26,40</p>
<p>PASSEZ VOTRE COMMANDE A « TRIBUNE SOCIALISTE », 9, RUE BORROME, 75-PARIS 15^e. C.C.P. 58.26.65 Paris. JOINDRE VOTRE REGLEMENT PAR CHEQUE BANCAIRE OU C.C.P. ENVOI FRANCO.</p> <p>NOM</p> <p>RUE</p> <p>VILLE ()</p> <p>Cocher une case ci-dessous pour recevoir un catalogue Chant du Monde en même temps que votre commande.</p> <p><input type="checkbox"/> Folklore international. <input type="checkbox"/> Folkways folk-song. <input type="checkbox"/> Classique.</p>		

Aux militants

La conjoncture politique actuelle dans laquelle s'insère le mouvement révolutionnaire nous oblige à faire régulièrement le point de notre activité. L'évolution des rapports entre le P.C. et le P.S., les remous dans la majorité, l'état de la conjoncture économique et les menaces qui pèsent notamment sur l'emploi donnent au P.S.U. une responsabilité importante.

Montrer aux travailleurs qu'il existe une force de recours, affirmer une ligne politique autonome par rapport aux appareils réformistes, créer les conditions d'un travail suivi avec les autres forces révolutionnaires, donner aux militants les instruments et le débouché de leur lutte quotidienne, tels étaient les mandats donnés au B.N. depuis Dijon, rappelés au cours des Conseils de Rouen et d'Orsay, réaffirmés au Congrès de Lille.

Le Bureau National entend respecter ces mandats et a pris les initiatives nécessaires pour les remplir.

Cette lettre est la réponse du Bureau National à ceux qui voudraient voir le P.S.U. mort ou en train de mourir. Elle est aussi pour les militants une mise au point à l'égard de ceux qui à l'intérieur du parti ne cessent d'attaquer tout ce qui peut être fait par la Direction Nationale.

Au cours des dernières semaines, on a vu fleurir des déclarations de « chefs historiques » du Parti qui n'appartiennent plus à sa Direction. Tous ces discours sont certainement le signe d'un profond désarroi. Mais le procès de tendance perpétuel n'est plus un débat politique. C'est une gangrène qui risque d'atteindre toutes les cellules du Parti. Comme le disent dans leur lettres ou leurs motions un nombre croissant de sections, il est temps que cesse une polémique épuisante qui risque d'user le Bureau National, comme le souhaitent sans doute certains, mais qui écœure bien des militants aussi et porte préjudice au parti tout entier.

Le caractère public et publicitaire des déclarations concernant le P.S.U. nous oblige à une réponse publique, dans ce numéro de *Tribune Socialiste*. Nous souhaiterions qu'elle ramène le débat à ses justes proportions et permette à tous les militants, à tous les travailleurs qui regardent avec espoir vers le P.S.U., de ne pas subir une déception de plus dans leur espérance révolutionnaire.

La seule vraie réforme aux problèmes actuels du mouvement révolutionnaire ne réside pas dans des écrits et des déclarations, mais dans l'action quotidienne autour de choix stratégiques clairement définis.

La constitution d'un nouveau B.N.

Nous voudrions d'abord retracer brièvement l'activité du Bureau National au cours des derniers six mois, la manière dont sont appliqués les mandats du Congrès de Lille, les initiatives prises depuis juin pour réaliser les objectifs assignés au mouvement révolutionnaire.

En juin, le Congrès de Lille a élu une nouvelle D.P.N. dont les deux-tiers des membres

sont nouveaux. Cette D.P.N. a élu tout de suite neuf membres du B.N., parmi lesquels seuls Rocard, Chapuis, Frachon et Piétri faisaient partie de l'ancien B.N.

Ce petit nombre au départ devait permettre un élargissement ultérieur à ceux des minoritaires au Congrès qui désiraient travailler avec le courant majoritaire pour l'avenir du Parti.

Les mois de juillet et août ont vu se dérouler les deux stages d'Orléans et des Guions. Le stage des Guions, notamment, sous la direction de Dalbert, par l'écho qu'il a reçu dans le Parti, marque, sans aucun doute, une date importante. L'expérience de ce stage sera renouvelée et si possible fortement élargie.

Le B.N. restreint a également procédé à une remise en ordre administrative et financière. Il a dû faire face à l'installation dans les nouveaux locaux dont l'aménagement était loin d'être terminé.

Dès le début du mois de septembre, l'activité du B.N. a été tournée vers l'application précise des mandats reçus. C'est ainsi que la D.P.N. de septembre décida de lancer cinq initiatives. Leur traduction dans les faits se réalise progressivement.

1 - Lettre aux organisations révolutionnaires et contacts multipliés en vue de campagnes communes;

2 - A.O.P. circonstancielles : Evian, Aude, Mulhouse, Lorraine, Larzac;

3 - Organisation de rencontres européennes pour intensifier la coordination des luttes à l'échelle européenne (les deux premières sont début janvier);

4 - Lancement des comités d'initiative populaire : une *Directives*; quelques débuts d'application;

5 - Préparation commencée d'une recherche théorique et d'une rencontre sur la structure actuelle de la classe ouvrière.

Au cours de cette D.P.N., il fut également décidé de répondre au Parti Socialiste pour bien préciser qu'il ne pouvait y avoir entre nous aucun accord stratégique ou programmatique mais uniquement des accords tactiques limités.

Enfin, l'offre de participation au B.N. fut renouvelée auprès des minoritaires. Cette offre fut refusée. Par contre certains d'entre eux acceptèrent de présider des commissions de travail du Parti.

Il est particulièrement incroyable de voir aujourd'hui certains de ces présidents considérer que les secteurs dont ils s'occupent ont été conquis de haute lutte contre le B.N. La vérité est heureusement plus simple et plus pacifique.

A la suite de ces décisions, le travail du Parti a redémarré sur des bases beaucoup plus solides.

Succès des A.O.P.

Durant les mois d'octobre et de novembre, les premières A.O.P. circonstancielles ont vu le jour dont celle, remarquable, d'Evian, menée de bout

en bout par les camarades de Thonon-Évian et pour laquelle le B.N. n'a fait que procurer l'aide en hommes qui lui était demandée. D'autres A.O.P. ont eu lieu. Viticulteurs dans l'Aude, cipation de Barjonet, problème de l'emploi à problème de l'emploi en Lorraine avec la parti-Mulhouse, politique militaire et aménagement du territoire à Millau, camp de Larzac avec la participation de Bernard Lambert.

Ces Assemblées Ouvrières et Paysannes dont l'idée fut lancée par Bernard Lambert, se révèlent être un puissant instrument de réflexion pour les camarades engagés dans les luttes. Leur multiplication et leur liaison avec le projet de société à construire apparaît comme une des priorités des mois à venir. Elles apparaissent comme les premières structures du Mouvement Politique de Masse.

Rencontres avec les groupes révolutionnaires

C'est au cours de ces deux mois d'octobre et de novembre que furent renoués de manière suivie les contacts avec les groupes révolutionnaires.

Une lettre a été envoyée à chacun d'eux. Tous ont répondu sauf les militants groupés autour de « La Cause du Peuple ».

Avec la plupart des groupes, il y a déjà eu deux réunions. La première pour faire le point sur les analyses des uns et des autres ou pour une simple prise de contact, la seconde pour prévoir les modalités pratiques d'un travail en commun.

Nous avons ainsi rencontré la Ligue Communiste, Lutte Ouvrière, P.A.M.R., P.O.R.A., les Centres d'Initiative Communistes ainsi que Objectif Socialiste, Front Socialiste et la C.F.D.T.

Dans la plupart des cas, les rencontres ont largement dépassé le cadre de simples contacts pour déboucher sur des perspectives d'actions en commun. C'est notamment le cas avec les C.I.C. Des convergences importantes se sont manifestées.

La rencontre avec le P.S. n'entre pas dans ce cadre puisque le mandat de la D.P.N. limitait les contacts à d'éventuelles discussions sur des accords tactiques. Ceci fut fait et aboutit à la participation commune aux Comités anti-mafia, le premier ayant été créé à Puteaux avant même cette rencontre, par Serge Mallet. Un entretien aussi limité sur le fond a pu cependant être traduit par certains camarades de la D.P.N. comme une « discussion approfondie avec le P.S. » (Bulletin fédéral du Rhône). Certains camarades prennent pour des réalités ce qui est leur crainte apparente et sans doute leur désir inavoué de trouver des arguments pour combattre le Bureau National.

Aucun contact n'a été pris avec le P.C. Les seules relations existantes concernent le Chili. Le B.N. a eu l'occasion de s'en expliquer dans une déclaration parue dans *T.S.* du 9 décembre.

Les problèmes financiers

Le début du mois de novembre fut occupé par deux problèmes essentiels, les problèmes financiers et l'élaboration du projet « La Révolution, qu'est-ce que c'est ? ».

La cessation de parution de *T.S.* pendant deux semaines a illustré la crise financière. La souscription lancée a permis de faire face aux échéances immédiates, la rentrée des cotisations a eu tendance à s'accélérer, la vente militante a repris, malgré des retards dans la parution de *T.S.* Certes les questions financières sont loin d'être réglées et l'effort des militants doit continuer. Mais sur ce point, le Parti est bien vivant et vient de le montrer.

Il faudrait cependant que chacun soit conscient des limites financières du Parti et ne continue pas à dilapider nos maigres ressources par des décisions dispersées en matière de publications et de voyages mis à la charge du Bureau National. La remise en ordre administrative et matérielle est en cours, mais demeure fragile.

Plusieurs décisions importantes ont été prises à la D.P.N. de Novembre.

— lancement du projet « La Révolution, qu'est-ce que c'est ? » ;

— désignation de cinq nouveaux membres du B.N., portant le nombre à quatorze. Cela ne veut pas dire que toutes les fonctions soient assurées ;

— décisions concernant la démocratie interne dans le Parti.

Un projet de transition au socialisme

Le lancement de l'élaboration collective du projet de transition au socialisme s'inscrit dans une perspective stratégique. Elle consiste à affirmer l'originalité des propositions révolutionnaires et à doter les militants et le Parti d'un instrument capable de regrouper les forces révolutionnaires autour d'objectifs communs.

Il ne s'agit évidemment pas d'une idée tombée du ciel. Ce projet résulte d'un mandat donné au VI^e Congrès à Dijon. Le VII^e Congrès aurait dû faire le bilan de l'avancement du travail. Mais on sait que bien d'autres problèmes se sont posés au parti, sur son orientation, sa stratégie, sa direction.

Le Congrès de Lille a redonné ce mandat à la Direction Politique Nationale.

Nous aurions pu choisir une méthode traditionnelle et aboutir, comme l'a fait le P.C. et va le faire le P.S., à un projet tout fait et imposé aux militants par le B.N., la D.P.N. ou toute autre instance. Le B.N. a proposé une autre méthode qui correspond plus strictement au mandat du VII^e Congrès.

Les textes de la D.P.N., les articles de Féran et Soulage déjà parus dans *T.S.*, complétés prochainement par un numéro de *P.S.U.-Information*, donnent au Parti des informations sur la méthode d'élaboration de ce projet. Les résultats des dernières A.O.P. localisées — Mulhouse, Aude, Larzac — ont montré que ce projet s'inscrit bien dans la ligne de travail des militants.

A la suite de cette D.P.N., les tendances minoritaires ont centré tout le débat sur les pro-

blèmes disciplinaires et pourtant bien d'autres choses sont en cours.

Le renforcement du Parti

Le Parti ne cesse de se renforcer. A cela plusieurs signes. Certaines fédérations ont enregistré un mouvement notable d'adhésions, certains groupes politiques du mouvement révolutionnaire regardent avec intérêt nos initiatives et cherchent les moyens de collaborer à notre travail. De nombreux syndicalistes, des organisations politiques comme Objectif Socialiste demandent à nous rencontrer. Les meetings du P.S.U. rencontrent un grand succès. Des secteurs de travail ont été rebâtis et travaillent maintenant avec régularité, même s'ils ne rencontrent pas toujours un bon écho dans les fédérations ; le Cadre de Vie est de ceux-là. La confirmation de la relance de ce secteur est importante pour la vie du Parti. Le contact avec les élus a été renoué.

Un effort d'information interne a été commencé : encart dans *T.S.*, lancement de *P.S.U.-Information*, transmission des documents des diverses commissions. Avec l'aide du camarade Barjonet, une commission économique a été relancée. Le contact avec les fédérations (voyage, correspondance) se développe. La parution de bulletins intérieurs a progressé. Les interventions publiques du Secrétaire National se sont multipliées, en relation avec les demandes ou les indications des militants du Parti.

Problèmes internes

Mais tout ce travail serait vain si les camarades qui ont été minoritaires au moment du Congrès choisissaient une attitude purement négative. Il faut dire ici que, sans changer pour autant de positions politiques, des militants de ces minorités ont recherché une collaboration franche et efficace avec le Bureau National, en particulier dans le secteur international ou agricole. Par contre, le travail des commissions sera bloqué si, comme le disaient récemment Behar, Dalbert, Leclerc et quelques autres, il faut les utiliser pour « redresser » la ligne du Parti, lui faire retrouver « une ligne correcte », celle du Congrès de Lille ne l'étant probablement pas à leurs yeux.

Selon les interventions faites par certains camarades, dont d'anciens membres du B.N., le « groupe au pouvoir » a une attitude politique relevant plus d'idéologies ayant eu cours en Allemagne des années 34 à 45 et en France de 1940 à 1945. De tels débordements de vocabulaire ridiculisent ceux qui prononcent de telles paroles.

Sur une telle base, il n'y a même plus de débat politique possible.

L'assimilation de la politique du B.N. au comportement de Marcellin vis-à-vis des gauchistes a été faite également. Les militants et les lecteurs de *T.S.* doivent savoir que *pas une demande d'exclusion* n'a été déposée par le B.N. devant la commission des conflits du 12 décembre.

Le droit de tendance

C'est un débat politique qui est ouvert ; de ce débat dépend le maintien d'un droit de tendance, originalité fondamentale de notre parti. Si ce débat n'a pas lieu, les tendances vont se transformer en fractions organisées avec local,

revue et organisation parallèles. Est-ce admissible ? Pourra-t-on encore parler d'une organisation démocratique ?

Nous avons demandé aux camarades de la G.R. de dire s'ils maintenaient les décisions de leur assemblée générale des 23 et 24 septembre 1971, consistant à s'acheminer vers la formation d'une organisation politique autonome.

Nous n'avons pas reçu de réponses individuelles (sauf une), nous n'avons pas eu connaissance de la tenue d'une nouvelle Assemblée Générale.

Mais, comme l'avait demandé la D.P.N., une lettre signée « Les militants de la G.R. », nous est parvenue dans laquelle les camarades ne reprenaient plus à leur compte les affirmations touchant à la création d'une organisation politique autonome. Cela marque une évolution intéressante de leur part. Cependant dans le même temps, ils lancent une campagne financière et se dotent d'un local, ils éditent un journal, etc. Alors, le Bureau National se demande qui croire ?

Les auteurs de la lettre sont-ils les mêmes que ceux qui continuent de s'organiser comme groupe autonome ?

Le doute, hélas, n'est pas encore levé et la position de nos camarades demeure très ambiguë.

Si leur sens des responsabilités est celui qu'ils affirment, il faudra bien qu'ils choisissent entre un travail nettement inscrit à l'intérieur du Parti et l'organisation d'un groupe extérieur avec lequel nous pourrions alors avoir des relations plus claires.

Comment considérer comme membres d'une tendance des camarades dont les responsables refusent dans leur lettre de rencontrer le B.N. pour s'expliquer avec lui. Sommes-nous membres d'un même parti ? Encore une fois le doute est permis.

Les camarades des sections et fédérations doivent vérifier si la G.R. a vraiment renoncé à son travail de fraction, ainsi que sa lettre le laisse penser, ou si au contraire cette lettre n'est qu'un paravent pour éviter un divorce inéluctable.

Plusieurs signataires du Manifeste « Un socialisme pour aujourd'hui » ont écrit au B.N. pour préciser le sens de leur signature à ce manifeste et affirmer leur attachement au P.S.U. dans le sens indiqué par la D.P.N. Le B.N. a rencontré les camarades qui ont été à l'initiative de ce texte. Ils ont précisé que les camarades signataires du texte, membres du Parti, n'entendaient pas agir hors des structures normales du Parti. Par ailleurs, la publication du texte n'a été accompagnée d'aucune référence au P.S.U., pas plus qu'à d'autres forces politiques. Le B.N. a pris acte de ces lettres, de ces déclarations et de cette publication mais il demeure attentif à l'évolution de la situation.

Aujourd'hui, la nécessité première du Parti, c'est à la fois de s'ouvrir et de se renforcer autour du projet socialiste que les militants vont bâtir par leur action quotidienne.

Affirmer l'existence d'un pôle politique révolutionnaire, étranger aux débats académiques qui agitent la gauche traditionnelle, construire un parti solide, assurer le développement des mots d'ordre de contrôle ouvrier et d'autogestion, c'est le sens des mandats reçus au Congrès, c'est le sens de l'action que le Bureau National et le Parti tout entier s'efforcent ensemble de mener.

Marchandages monétaires et réalités sociales

SAMEDI dernier 18 décembre, Nixon, annonçant les dernières décisions monétaires prises par les représentants des dix pays capitalistes les plus riches, déclarait :

« Ce qui s'est produit ici, c'est que le monde libre a gagné.

« A cause de cela, nous aurons un monde plus stable du point de vue financier et monétaire. Nous aurons un monde où la concurrence sera plus loyale. Nous aurons un monde où nous pourrions bénéficier d'une prospérité plus réelle. »

En un mot, le meilleur des mondes !

Mais où sommes-nous ? Il y a quelque temps, tout le monde parlait de récessions, de crises, de chômage, d'inflation... Et maintenant c'est le paradis !

C'est sûrement ce que va nous annoncer Pompidou dans son intervention à la télévision, mercredi prochain.

On peut même prévoir qu'il ne va pas manquer de se faire mousser.

Il y a quand même des pilules difficiles à avaler !

De quelle crise parle-t-on ? Si on sait de quoi on parle, on pourra mieux apprécier les solutions.

Quel a été le rôle de Pompidou ? Quel sont les résultats acquis par le capitalisme français ?

Quelles sont les conséquences possibles sur les conditions de travail et de vie des travailleurs ?

La crise monétaire actuelle est l'expression d'un certain nombre de contradictions provoquées par le développement du capitalisme à l'échelle mondiale depuis vingt ans, contradictions, qu'il est acculé à résoudre.

Sur le plan monétaire et commercial, les relations entre les pays capitalistes avaient été organisées après la Seconde Guerre mondiale sur la base de l'hégémonie exclusive du capitalisme U.S., les bourgeoisies nationales des autres pays occidentaux acceptant cette dépendance pour assurer leur pouvoir.



La caractéristique du système établi (Bretton-woods, GATT) était d'assurer la reproduction automatique de la suprématie commerciale et financière des Etats-Unis.

Quelle crise !

La crise actuelle n'est pas la fin de cette suprématie absolue. Elle est l'expression, cependant, d'un déclin relatif de l'impérialisme américain.

La concurrence intercapitaliste a fait apparaître des forces nouvelles à côté du capitalisme américain au sein du capitalisme international : principalement l'Allemagne et le Japon.

Les bourgeoisies allemande et japonaise s'opposent de plus en plus sur le plan économique, commercial et financier à l'hégémonie de la bourgeoisie américaine ; conscientes de leurs possibilités de développement, elles refusent de se sacrifier aux intérêts U.S.

Enfin l'impérialisme américain rencontre partout des obstacles à sa domination : Vietnam, Amérique Latine, crise interne.

De façon générale le développement de l'impérialisme à l'échelle

mondiale, la conquête des débouchés, le placement des capitaux est une nécessité pour assurer les profits malgré les luttes de plus en plus dures des travailleurs des pays capitalistes développés.

Aussi, la négociation actuelle a pour but une redistribution des cartes entre les pays capitalistes les plus riches, tout en gardant les Etats-Unis comme chef de file.

Le but est de préserver et d'assurer la continuation du développement du pouvoir des classes dominantes de ces pays.

Il s'agit d'éliminer les entraves monétaires et commerciales que le développement considérable du capitalisme depuis 1945 a fait apparaître. De rechercher, en provoquant des bouleversements dans les principes du système monétaire international et dans le régime des échanges, une nouvelle situation entre les « partenaires » permettant de rendre compatible autant que possible, le développement du pouvoir de chaque bourgeoisie nationale.

Le système monétaire international existant perpétuait et accentuait la domination des pays capitalistes riches vis-à-vis des pays semi-coloniaux.

Les négociations actuelles se présentent comme la défense des rapports de domination impérialiste sur les pays dits sous-développés, comme une réponse aux luttes de libération nationale qui partent dans le monde s'élèvent contre l'impérialisme.

Cocorico Pompidou

Le capitalisme français, n'apparaît pas comme l'Allemagne et le Japon, une économie de pointe du capitalisme international. Pourtant c'est Pompidou qui le premier a rencontré Nixon. Pourquoi ?

D'abord, depuis plusieurs années, le capitalisme français avait pris l'initiative de forcer le processus de réorganisation du système monétaire international.

En dévaluant en août 1969, il s'était assuré une situation privilégiée du point de vue de la compétitivité extérieure. Les réévaluations successives du Mark (officielle et de fait) avaient renforcé son avantage.

Enfin après les mesures Nixon du 15 août dernier, le gouvernement français avait réagi en instaurant un double marché du franc qui assurait aux capitalistes exportateurs français un franc commercial rattaché au dollar et donc dévalué, de fait, par rapport aux autres monnaies dans la même proportion que le dollar.

Le fait que le capitalisme français vend peu aux Etats-Unis permettait une position plus ferme que les autres pays, dans la mesure où la taxe de 10 % représente un moyen de pression moins efficace.

Mais la fermeté de la France a eu des échos chez les autres « partenaires » qui se pliaient ainsi moins facilement aux décisions américaines.

La politique d'abord très offensive de Nixon a dû s'infléchir, sur-

tout que les mesures internes de relance ne pouvaient avoir de succès que si les problèmes internationaux commençaient à trouver une solution.

Aussi, ayant pris la décision historique de dévaluer le dollar, Nixon devait, pour retrouver une situation favorable vis-à-vis des autres pays, s'assurer une attitude plus conciliante de la France.

De son côté, Pompidou n'avait pas pour objectif la mise en cause de l'hégémonie américaine mais cherchait à trouver la situation la plus favorable pour lâcher certains avantages acquis habilement par la politique suivie depuis quelques mois, tout en recevant en échange un avantage politique utile, à l'extérieur vis-à-vis des autres pays européens et à l'intérieur dans la période préélectorale française.

Pompidou ne pouvait accepter de lâcher des avantages économiques avec les risques que cela représente politiquement (développement du chômage) sans la compensation politique que lui donne la rencontre des Açores.

La carte nationaliste, le prestige de représentant de l'Europe face aux Etats-Unis, vont être joués à plein par le pouvoir sur le plan intérieur pour rassurer la bourgeoisie et se gagner une partie des travailleurs.

Les dernières décisions prises à Washington : nouvelles parités des monnaies, sont une première étape vers une nouvelle tentative d'accord entre les bourgeoisies nationales des différents grands pays capitalistes.

Les négociations qui vont s'engager maintenant sur le plan commercial vont être dures et chaque capitalisme national va chercher à s'assurer les meilleures conditions de développement. Cependant, les risques d'une grave crise qui mettrait en cause le système lui-même vont peser pour aider à trouver une solution, au moins partielle.

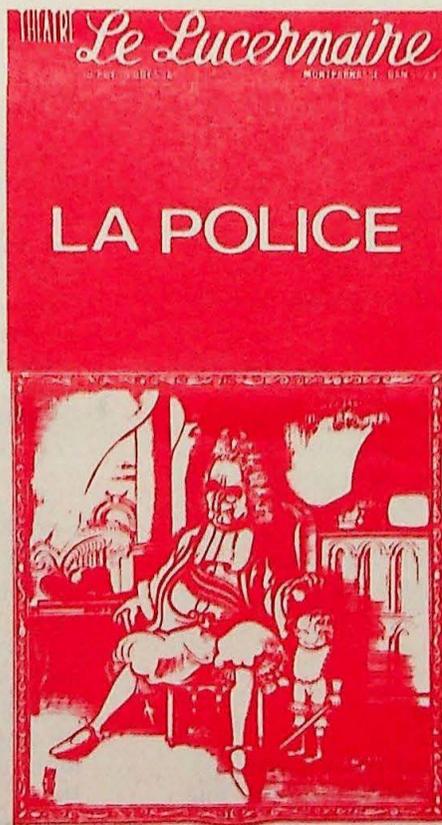
Pour le capitalisme français, en dehors du prestige diplomatique international, les exportations vont être rendues plus difficiles par les dernières décisions (le franc ayant perdu un peu d'avantage par rapport au mark en particulier) qui de plus vont accentuer la concurrence intercapitaliste.

C'est donc pour les travailleurs des risques sur l'emploi.

Cependant, les capitalistes vont sans doute être rassurés devant les mesures et le gouvernement va proposer des mesures pour accentuer cette attitude et favoriser ainsi les investissements privés.

Partout, dans tous les pays capitalistes occidentaux, des plans de relance sont prévus visant à assurer le rétablissement des profits en profitant du fort taux de chômage qui partout va peser sur les revendications des travailleurs.

Cependant si les dernières décisions prises redonnent l'espoir à tous les bourgeois, la crise profonde du capitalisme n'est pas encore résolue.



MROZEK